

COURS DE RATTRAPAGE

L'école estivale
en quelques chiffresNOMBRE D'INSCRIPTIONS PAR
COMMISSION SCOLAIRE

	2009	2010	2011 (PARTIEL)
DE MONTRÉAL	3183	2919	2056
MARGUERITE- BOURGEOYS	1891	1809	1400
MARIE- VICTORIN	1471	1484	1471
DES PATRIOTES	ND	640	635
DE LAVAL	1274	1085	673

Taux de réussite variant entre
65% et 80% environ



*Source : commissions scolaires. Il s'agit de données brutes qui ne comprennent pas les abandons. Les inscriptions représentent à la fois les élèves inscrits aux cours d'été et aux reprises. Les résultats pour 2011 sont partiels, car des inscriptions se font tardivement, notamment pour ceux qui font seulement les examens.



L'ÉTÉ DE LA

Pour des milliers d'élèves, le mois de juillet sonne la rentrée des classes: ceux qui ont obtenu un échec au terme de leur année scolaire tentent ces jours-ci de se reprendre avec les cours d'été. Cette deuxième chance coûte cher aux parents, sans compter qu'ils doivent souvent faire une croix sur les vacances.



PASCALE BRETON

Les cours d'été qui se donnent au Québec sont loin d'être uniformes. Si les matières enseignées sont les mêmes partout, le contenu des cours varie considérablement.

Même le coût diffère d'un endroit à l'autre. Dans la grande région de Montréal, les parents devront déboursier de 85 à 325\$ par enfant, selon l'endroit où ils habitent. Dans les écoles privées, la facture peut atteindre 400\$.

Le ministère de l'Éducation n'est pas responsable du contenu des cours d'été, explique la porte-parole Esther Chouinard. « Il appartient aux commissions scolaires de s'assurer que ces cours sont conformes aux programmes officiels. »

Les cours durent de trois à cinq semaines selon les commissions scolaires. Certaines offrent des programmes de 45 heures, d'autres, de 60 heures.

À certains endroits, l'élève n'est évalué qu'une fois, à la fin du cours - l'enseignant juge s'il obtient la note de passage. Ailleurs, les élèves rapportent à la maison des devoirs et des leçons, et ils sont évalués régulièrement.

Difficile de mesurer la rigueur de ces cours. Au printemps, des enseignants de l'Alliance des professeurs avaient d'ailleurs dénoncé dans *La Presse* la facilité déconcertante avec laquelle des élèves en situation d'échec à la Commission scolaire de

Montréal obtenaient la note de passage après un cours d'été.

« C'est un service d'appoint que nous offrons, fait valoir la porte-parole de la Commission scolaire de Montréal, Nathalie Roberge. Les cours d'été ne visent pas à condenser une année de classe. Ils veulent remédier à quelques lacunes qui peuvent être comblées en ciblant ces apprentissages de manière intensive. »

La CSDM entend toutefois analyser les résultats des élèves, à l'automne, pour voir s'il y a lieu de réviser les pratiques. « Nous allons étudier les notes obtenues aux cours d'été par rapport au cheminement scolaire de l'élève (en 2010) afin de voir s'il y a une incidence ou non », précise M^{me} Roberge.

Rigueur et travail au programme

D'autres commissions scolaires se défendent d'offrir des cours trop faciles. Certaines exigent même que les élèves, pour avoir le droit de s'inscrire, aient obtenu une note de 50 à 59% et aient une recommandation de la direction de leur école.

L'accès aux cours d'été n'est pas automatique, explique la directrice adjointe aux services éducatifs à la commission scolaire Marguerite-Bourgeoys (CSMB), Stéphanie Lapointe. « Si l'élève a 52% dans une discipline mais qu'il échoue en français, en mathématiques, un peu partout, il fera plutôt une reprise entière. »

À la CSMB, le taux de réussite varie de 65 à 70%. Le cours d'été permet de repasser l'essentiel de la matière vue pendant l'année en ciblant les difficultés des élèves.

Les cours sont construits avec l'aide d'un conseiller pédagogique, et plusieurs enseignants reviennent d'année en année, assurant une équipe de qualité, ajoute M^{me} Lapointe.



ROLEX



CHÂTEAU D'IVOIRE

JOAILLIERS

2020 RUE DE LA MONTAGNE, MONTRÉAL: (514) 845-4651

VOUS AVEZ UNE NOUVELLE
À NOUS TRANSMETTRE?
nouvelles@lapresse.ca

UN COMMENTAIRE
SUR NOTRE JOURNAL?
commentaires@lapresse.ca

SOMMAIRE

Amusez-vous!	AFFAIRES 9	Loteries	A 10
Astrologie du jour	AFFAIRES 8	Monde	A 14 et 15
Décès	AFFAIRES 8	Petites annonces	AFFAIRES 7
Forum	A 17	Sudoku	AFFAIRES 4
Horaire télévision	ARTS 6		

Météo

Ensoleillé, vents légers, maximum 27, minimum 16. AFFAIRES 7

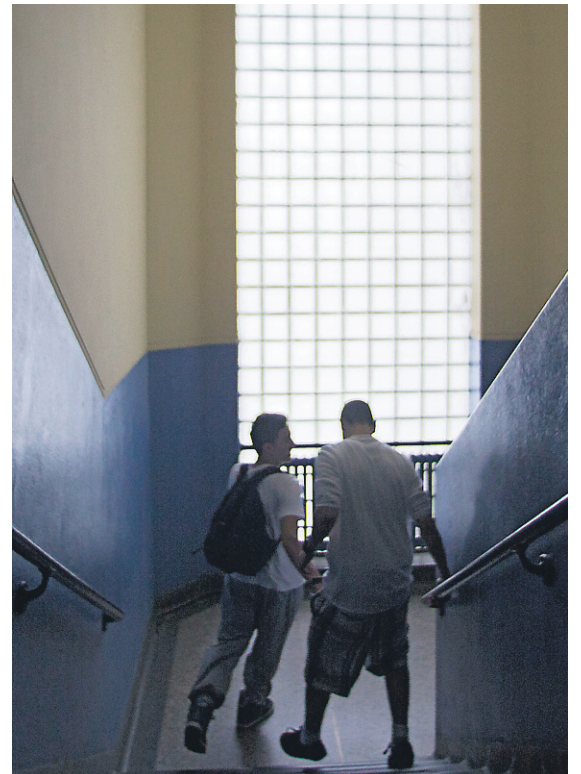
COURS DE RATTRAPAGE



Samorn Sing, professeur de mathématiques de troisième secondaire à la commission scolaire Marguerite-Bourgeoys, donne des cours d'été depuis plus de six ans.

« J'aime cela parce que c'est relaxe. Il n'y a pratiquement pas de discipline à faire. »

— Samorn Sing, enseignant en mathématiques



PHOTOS IVANOHO DEMERS, LA PRESSE

Les cours d'été diffèrent considérablement d'une commission scolaire à l'autre.

DEUXIÈME CHANCE



Depuis quelques années, la commission scolaire note par ailleurs une hausse du nombre d'élèves qui s'inscrivent à un cours d'été même s'il n'est pas, a priori, obligatoire pour l'examen qu'ils veulent repasser. Ce taux est passé de 37 % en 2007 à 59,4 % l'an dernier.

« Les élèves qui vont au cours, qui sont assis au cours, réussissent mieux », affirme M^{me} Lapointe.

À la commission scolaire des Patriotes, en Montérégie, le programme des cours d'été est établi avec sérieux. Quatre conseillers pédagogiques travaillent de concert avec les enseignants.

« Ils forment les groupes selon les compétences manquées, font les examens, évaluent les élèves. C'est vraiment sérieux », explique la directrice des cours d'été, Jocelyne Bartholini.

Au moment de l'inscription, l'élève rencontre un conseiller pédagogique, lequel, à la lecture de son bulletin, lui indique la compétence à reprendre. Tous les élèves de troisième secondaire qui ont des lacunes en français lecture, par exemple, seront réunis, tandis qu'un autre groupe travaillera plutôt l'écriture.

Le fait que les groupes soient restreints – moins d'une quinzaine d'élèves à la commission scolaire des Patriotes – accentue la motivation. « Les élèves savent aussi très bien qu'ils n'ont pas le choix: ils passent leur cours d'été ou ils ratent une année », indique M^{me} Bartholini.

La Commission scolaire de Laval a pour sa part revu ses programmes en 2009 avec l'aide d'une conseillère pédagogique. Avant, tout élève qui avait un échec pouvait se reprendre. Désormais, seuls ceux dont la note va de 55 à 59 % peuvent espérer passer leur année après avoir suivi un cours d'été.

« Nous avons repensé les programmes pour permettre une meilleure efficacité afin que ce soit bénéfique aux élèves », indique la porte-parole de la commission scolaire, Stella Duval.

En mathématiques, dès le premier cours, les élèves passent un examen pour mieux cibler leurs difficultés. Ils sont également évalués constamment en cours d'apprentissage et, à la fin, ils subissent une épreuve conçue par la commission scolaire ou l'enseignant pose un jugement global sur leur rendement.

Des vacances à l'eau

PASCALLE BRETON

Si les élèves qui s'inscrivent aux cours d'été mettent en veilleuse une partie de leur congé estival, il en va de même de leurs parents, qui doivent parfois renoncer aux vacances familiales.

Certains ne sont d'ailleurs pas très heureux au moment d'aller inscrire leurs enfants aux cours d'été, en plein cœur de juillet.

« Mes parents étaient un peu fâchés au début, mais ils savent que c'est nécessaire pour que je réussisse mon année », reconnaît Ben, élève de troisième secondaire inscrit en mathématiques à la commission scolaire Marguerite-Bourgeoys.

Les élèves savent que, s'ils veulent réussir leur année, être acceptés au cégep ou admis dans une école privée, ils n'ont pas le choix.

Même s'ils sont parfois mécontents, les parents sont au rendez-vous pour inciter leurs enfants à assister aux cours, souligne la directrice des cours d'été à la commission scolaire des Patriotes, Jocelyne Bartholini.

« Pour des parents qui ont deux enfants inscrits au cours d'été, ça leur fait 600 \$. La motivation à la maison est plus forte. Les cours d'été mettent aussi en veilleuse les vacances. Les parents ne sont pas tous heureux quand ils viennent inscrire leurs enfants. »

Des parents doivent annuler ou raccourcir des vacances planifiées depuis longtemps; d'autres paient le cours mais exigent que leur enfant les rembourse, de façon à le responsabiliser.

« Évidemment, c'est du cas par cas », nuance la directrice adjointe des services éducatifs de la commission scolaire Marguerite-Bourgeoys, Stéphanie Lapointe.

Certains élèves sont abonnés aux cours d'été. D'autres font face à de réelles difficultés d'apprentissage, malgré les efforts qu'ils consacrent à leurs études. Pour la plupart, les cours d'été représentent le coup de pouce dont ils

ont besoin pour assimiler la matière et passer au degré suivant.

Beaucoup d'élèves rencontrés hier se disent d'ailleurs motivés à suivre les cours d'été, même s'ils préféreraient être à l'extérieur avec leurs amis.

« Je n'ai pas le choix », lance Adèle, rencontrée dans le couloir de l'école secondaire Mont-Royal. Elle reprend son cours d'histoire de quatrième secondaire, essentiel à l'obtention de son diplôme.

« Les cours d'été sont très utiles et je trouve que les élèves sont plus concentrés »,

commissions scolaires, qui peuvent ainsi compter sur des enseignants d'expérience.

Samorn Sing, qui enseigne les mathématiques en troisième secondaire à la commission scolaire Marguerite-Bourgeoys, aime bien le concept estival.

« J'aime cela parce que c'est relaxe. Il n'y a pratiquement pas de discipline à faire », explique-t-il: la plupart des élèves arrivent très motivés.

Ils ont intérêt à l'être, car l'enseignant révisé pratiquement toute la matière de l'année. « Ce n'est pas un cours facile », dit M. Sing,

« Pour des parents qui ont deux enfants inscrits au cours d'été, ça leur fait 600 \$. La motivation à la maison est plus forte. Les cours d'été mettent aussi en veilleuse les vacances. Les parents ne sont pas tous heureux quand ils viennent inscrire leurs enfants. »

— Jocelyne Bartholini, directrice des cours d'été à la commission scolaire des Patriotes

explique la jeune fille, qui se décrit comme une « habituée » des cours d'été. Elle en a suivi presque chaque année depuis le début de son secondaire.

Marie-Laure en est pour sa part à son premier cours d'été. Elle voulait améliorer ses connaissances, car ses notes sont insuffisantes en mathématiques. « Je prends ça positivement. J'aurai un bon bagage pour commencer ma quatrième secondaire. Le prof explique bien, je comprends mieux. »

David, lui, avoue qu'il ressent tellement de stress au moment d'un examen qu'il en perd ses moyens. C'est la raison pour laquelle il doit refaire son cours de mathématiques. « C'est certain que ce n'est pas toujours plaisant, mais je me dis que c'est juste le matin », philosophe-t-il.

L'équipe d'enseignants est souvent la même d'un été à l'autre. Un avantage pour les

qui ajoute que les élèves ont en moyenne une heure de travail par jour à faire à la maison. « Si les élèves travaillent bien, ils sortent du cours d'été avec une bonne base pour rattraper la quatrième secondaire. »

Plusieurs écoles privées offrent aussi des cours d'été. À l'école secondaire Duval, les élèves peuvent même s'inscrire à plus d'un cours puisqu'il s'en donne tant le matin que l'après-midi.

Pour réussir, l'élève doit toutefois se donner des conditions optimales, croit le directeur des études, Karl Duval. Entre les cours d'été, les cours de conduite, le travail à temps partiel et la vie sociale, certains ne choisissent pas les bonnes priorités, dit-il. « Il faut être en mesure de ne se consacrer à peu près qu'à cela [aux cours d'été]. Il faut se donner les moyens de réussir. »

ACTUALITÉS

Nashville suspend une subvention à IQT

Le maire se dit « consterné » par les agissements de la firme au Canada

MARTIN CROTEAU

Le maire de Nashville, au Tennessee, est si « consterné » par la manière dont la société IQT a montré la porte à 1200 employés canadiens qu'il a suspendu une subvention qui devait inciter l'entreprise à établir des bureaux administratifs et un centre d'appels dans sa ville. La décision a été annoncée en fin de journée, hier, après que des dizaines d'ex-employés de la firme au Canada eurent tenu des rassemblements dans l'espoir d'obtenir le salaire qui leur est dû.

IQT a annoncé vendredi aux employés de ses centres d'appels à Laval, Trois-Rivières et Oshawa, en Ontario, qu'elle était en faillite et qu'ils devaient quitter les bureaux sur-le-champ. Ils ne seront pas payés pour leurs deux dernières semaines de travail.

Ces licenciements à grande échelle surviennent alors que la Ville de Nashville s'apprête à accorder une aide publique de 1,6 million de dollars pour inciter la société new-yorkaise à s'établir chez elle. L'investissement doit créer 900 emplois.

Or, le maire de Nashville, Karl Dean, n'a pas du tout aimé apprendre par les médias la fermeture des installations canadiennes d'IQT. Dans une lettre aux dirigeants de l'entreprise, que *La Presse* a obtenue, la Ville se dit « profondément préoccupée » par la nouvelle. L'entente sur la subvention n'étant pas formellement signée, le maire suspend le processus jusqu'à ce que la firme lui fournisse des explications satisfaisantes.

« Nous sommes surpris et préoccupés d'apprendre les développements au Canada, et j'ai été consterné par la manière dont la firme a traité



Des dizaines de travailleurs licenciés se sont réunis à Oshawa, à Laval et à Trois-Rivières (notre photo) en matinée. Le député NPD de la région de Trois-Rivières, Robert Aubin, a tenu à reconforter les employés hier.

ses employés là-bas », a déclaré le maire en fin de journée hier.

« Conformément à ma philosophie sur le développement économique, les mesures incitatives offertes à IQT sont basées sur la capacité de l'entreprise d'apporter des emplois à Nashville, ajoute-t-

porte-parole s'est borné à dire: « Ce n'est pas un bon moment, vous allez devoir rappeler plus tard », avant de raccrocher.

Rassemblements

Pendant ce temps, des dizaines de travailleurs licenciés se sont réunis à Oshawa et

PHOTO ÉMILIE O'CONNOR, LE NOUVELLISTE

PHOTO ÉMILIE O'CONNOR, LE NOUVELLISTE

lité, il y a des immigrés de première génération, indique Julie Vigneault, qui travaillait à IQT depuis la fin de janvier. Eux, ils n'ont pas d'allocations familiales, ils ont un loyer à payer, ils ont un visa de travail. Tous ces gens, ils font quoi? Ils n'ont plus rien devant eux,

« Ça a été un choc de savoir que l'entreprise, sans préavis, ferme comme ça et qu'on a travaillé comme bénévoles pendant deux semaines. »

— Jean-Joseph Fleurantin, instigateur du rassemblement

il. Si elle ne crée pas d'emplois ici, elle ne recevra pas de subvention. Nous n'irons pas de l'avant avec cette entente à moins que nous n'obtenions d'IQT des réponses à nos préoccupations.»

L'entreprise, elle, est restée muette. Joint à New York, un

à Laval en matinée. Ils ont recueilli des dons afin de venir en aide à leurs collègues qui sont dans une situation précaire. Le centre d'appels de Laval employait plusieurs immigrés et mères seules.

« On a beaucoup de collègues qui sont d'autres natio-

aucun recours. Alors, on essaie d'être solidaires. »

Elle estime que son employeur lui doit au moins 1500\$, soit deux semaines de salaire et son indemnité de départ. Elle affirme que l'entreprise doit quatre semaines de salaire à certains de ses collègues.

178 emplois perdus chez Technicolor

VINCENT BROUSSEAU-POULIOT

Abrupte fin de l'histoire pour les 178 employés de Technicolor à Mirabel, qui ne produiront plus de films hollywoodiens sur des bobines de 35 mm.

L'entreprise française a annoncé hier la fermeture de son usine de Mirabel, sacrifiée dans un accord de sous-traitance avec son concurrent Deluxe, désormais responsable de la production des films 35 mm en Amérique du Nord. Ces bobines ont de moins en moins la cote dans les salles de cinéma, qui se convertissent à la technologie numérique. « D'ici à la fin de l'année, on prévoit que 60 % des salles seront converties au numérique. Dans ce contexte, c'est une décision d'affaires assez responsable », dit Pierre Moreau, vice-président des services

créatifs de Technicolor au Canada.

Le syndicat est néanmoins surpris de la décision de Technicolor, qui a conclu en novembre dernier une convention collective de cinq ans avec ses 178 employés à Mirabel. « On s'attendait à des mises à

la décroissance. Est-ce que Technicolor avait des intentions cachées? »

Selon le syndicat, c'est plutôt la fin des crédits d'impôt de Québec qui a scellé le sort l'usine de Technicolor à Mirabel. « L'entreprise s'en va-t-elle parce qu'elle ne profitera

de commerce électronique de Montréal à Mirabel se terminent à la fin de 2011. Ces mesures, qui comprennent un congé fiscal pour l'entreprise et des crédits d'impôt sur les salaires, ont été abolies par le gouvernement Charest en 2003, mais des mesures transitoires vont jusqu'en 2013.

À son arrivée à Mirabel, en 2001, Technicolor avait l'ambition de créer « le plus grand laboratoire de films du monde », selon son président de l'époque. Technicolor avait investi 45 millions de dollars pour créer 275 emplois au Québec après avoir eu des discussions avec le ministre des Finances d'alors, Bernard Landry, au sommet économique de Davos.

Ce dernier trace un bilan positif de la venue de Technicolor à Mirabel malgré la fermeture d'hier. « C'est une tragédie pour les employés, mais la plupart d'entre eux

pourront se replacer rapidement, car le Québec manque de main-d'œuvre dans ces secteurs, a-t-il dit. On doit sympathiser avec les familles qui vivent ce soubresaut, mais c'est une excellente affaire de travailler 10 ans pour la même entreprise dans un secteur de haute technologie. »

Depuis 10 ans, les employés de Technicolor ont produit des copies 35 mm de plusieurs films à grand déploiement de Hollywood, dont le dernier *Harry Potter*. Les employés, qui gagnaient jusqu'à 62 400\$ par année, recevront 12 semaines de salaire à titre de préavis, en plus d'une indemnité de départ de 3 à 26 semaines de salaire. Le syndicat pense que la plupart de ses membres pourront se trouver un emploi à court terme.

Technicolor compte 1200 employés au Canada dans ses cinq bureaux à Montréal et ses bureaux à Toronto. En plus de Mirabel, l'entreprise fermera son usine de North Hollywood, à Los Angeles, d'ici à la fin de l'année.

— Avec *La Presse Canadienne*

« L'entreprise s'en va-t-elle parce qu'elle ne profitera plus des crédits d'impôt, qui se terminent à la fin de l'année? »

Les gens sont en droit de le penser. — Denis Bolduc, secrétaire général du Syndicat canadien de la fonction publique au Québec

plus des crédits d'impôt, qui se terminent à la fin de l'année? Les gens sont en droit de le penser », dit Denis Bolduc. Investissement Québec n'était pas en mesure, hier, de confirmer que les crédits d'impôt consentis à Technicolor pour faire partie de la Zone

plus des crédits d'impôt, qui se terminent à la fin de l'année? Les gens sont en droit de le penser », dit Denis Bolduc.

Investissement Québec n'était pas en mesure, hier, de confirmer que les crédits d'impôt consentis à Technicolor pour faire partie de la Zone

Un hymne à la tolérance
signé Kevin Costner

CINÉMA
CE SOIR 21 h
■ IL DANSE AVEC
LES LOUPS

GAGNANT DE 7 OSCARS, 3 GOLDEN GLOBES
ET 1 OURS D'ARGENT

telequebec.tv



Télé-Québec

L'AUTRE TÉLÉ

CECI N'EST PAS UNE CHRONIQUE LITTÉRAIRE

Dieu, Camus et les hommes



PATRICK
LAGACÉ
CHRONIQUE

Vers 14, 15 ans, à l'âge où les hormones commencent à ténailier les tripes des adolescents, je me souviens même de m'être demandé sérieusement si je n'allais pas me mettre en brouille avec le p'tit Jésus si je m'avisais de faire des guiliguilis avant un (hypothétique) mariage.

Le doute quant à l'existence de Dieu m'est venu au cégep. Sans blague. Je sais bien que le cégep a mauvaise presse, dans certains cercles. Personnellement, j'ai adoré mes deux années de sciences humaines. C'est en philo à Montmorency, grâce à un prof - Desjardins, je crois -, que j'ai commencé à douter. C'est Albert Camus qui a scellé ma relation au catholicisme et m'a converti à l'athéisme. Était-ce en classe de philo ou en français? On s'en fout. Le fait est que le cégep a mis *La Peste* dans mes pattes.

Le narrateur de *La Peste* nous informe, dans son style dépouillé, quasiment désincarné (mais c'est un leurre, rien n'est désincarné dans l'œuvre de Camus), que ce fléau du Moyen-Âge a frappé Oran, ville por-

taire d'Algérie. Le récit nous présente le combat de quelques hommes conscrits pour combattre cette épidémie, un mal absurde qui met la ville en quarantaine.

Il y a Rieux, le médecin. Taciturne, tout à sa tâche. C'est le héros, un athée. Tarrou, étranger à la ville, qui épaula Rieux. Rambert, le journaliste parisien, que l'amour pousse à tenter de briser la quarantaine. Castel, un vieux médecin. Grand, le fonctionnaire pathétique. Othon, le juge. Et il y a Paneloux, le prêtre jésuite. *La Peste* oppose Rieux et Paneloux dans la réponse à donner au mal.

Pour Rieux-Camus, c'est simple. Le mal est là, il faut le combattre, trouver un remède. Pour Paneloux, le mal est l'occasion, si je peux résumer un peu grossièrement, d'une certaine rédemption. De gagner son ciel. Paneloux, c'est le *company man* de Dieu, pour qui la souffrance n'est pas nécessairement une mauvaise chose.

Dans mes premières lectures, je voyais *La Peste* comme le combat romantique d'un homme contre Dieu et contre un monde insensé. Mais bizarrement, en vieillissant, j'ai acquis une sympathie pour ce Paneloux. Parce que Camus ne fait pas de lui un monstre. Toute la finesse du livre est résumée dans cet échange, qui survient peu après la mort d'un enfant dans d'atroces souffrances:

Paneloux: «Cela est révoltant parce que cela passe notre mesure. Mais peut-être devons-nous aimer ce que nous ne pouvons pas comprendre.»

Rieux: «Non, mon père. Je me fais une autre idée de l'amour. Et je refuserai jusqu'à la mort d'aimer cette création où des enfants sont torturés.»

Paneloux, en référence à la mort de l'enfant: «Ah, docteur, je viens de comprendre ce qu'on appelle la grâce.»

Pour Rieux-Camus, c'est simple. Le mal est là, il faut le combattre, trouver un remède.

Rieux: «C'est ce que je n'ai pas, je le sais. Mais je ne veux pas discuter cela avec vous. Nous travaillons ensemble pour quelque chose qui nous réunit au-delà des blasphèmes et des prières. Cela seul est important.»

Rieux, qui, apprend-on plus loin, n'éprouve de solidarité qu'avec les vaincus. Un peu, beaucoup comme Camus, qui prenait toujours le parti des victimes de l'Histoire, qui ne mettait jamais

son fauteuil dans le sens de l'Histoire. Ce qui lui a valu le mépris éternel de Sartre: il avait osé condamner la dictature communiste soviétique...

«Je n'ai pas de goût, je crois, pour l'héroïsme ou la sainteté, dit Rieux à Tarrou, vers la fin du livre. Ce qui m'intéresse, c'est d'être un homme.»

Dieu, donc. J'avais 18 ans, je commençais à me dire que croire en Dieu, c'était l'équivalent de croire au tonnerre. Arrive le cégep. Arrive ce cours de philo, ou de français. Arrive *La Peste*, page 121, où Rieux dit encore à Tarrou: «Mais puisque l'ordre du monde est réglé par la mort, peut-être vaut-il mieux pour Dieu qu'on ne croie pas en lui et qu'on lutte de toutes ses forces contre la mort, sans lever les yeux vers ce ciel où il se tait.»

C'est là, à la page 121, que j'ai pris le bord des hommes.

DIEU, ENCORE — Bizarre bouquin: *Dieu en personne*. Une bande dessinée. Ne riez pas: le genre BD a depuis longtemps transcendé Astérix et Lucky Luke. Au cœur du récit de Marc-Antoine Mathieu: l'existence de Dieu, bien sûr, à l'heure du marketing et des engins de recherche qui «savent» tout. Irrésistible.



Pour joindre
notre chroniqueur:
plagace@lapresse.ca

TRAGÉDIE EN HAUTE-AURICIE

Un garçon de 8 ans meurt dans un écrasement d'avion

GABRIEL DELISLE
LE NOUVELLISTE

LA BOSTONNAIS — Un hydravion s'est écrasé dans la rivière Bostonnais, hier après-midi, dans la municipalité du même nom, en Haute-Mauricie. L'accident a coûté la vie à un jeune Européen de 8 ans qui était en voyage au Québec avec sa famille. Le bilan aurait pu être pire: sa sœur, âgée de 10 ans, a été réanimée en extremis par un résident de La Bostonnais, Jean-Paul Muir. Leurs parents ont subi des blessures mineures.

Le garçon était submergé à l'arrivée des secouristes, qui ont tenté en vain de le réanimer. Sa mort a été constatée peu après à l'hôpital. Sa sœur a été transportée à un autre centre hospitalier. «Elle a subi des blessures importantes», a précisé la porte-parole de la Sûreté du Québec (SQ), Geneviève Bruneau.



Des secouristes se sont rendus sur les lieux de l'écrasement de l'avion à bord d'un Zodiac, sur la rivière Bostonnais.

Les parents, un homme de 43 ans et une femme de 44 ans, ont été transportés au centre de santé et des services sociaux du Haut-Saint-Maurice. Le pilote, âgé de 22 ans, a aussi été transporté

à l'hôpital. Il a subi un choc nerveux.

L'hydravion s'est renversé dans la rivière Bostonnais. Seuls les flotteurs émergèrent de la surface de l'eau. L'appareil de type Cessna

appartient à l'entreprise Air Tamarac, de La Tuque, qui se spécialise dans les excursions pour touristes. La direction n'a pas voulu faire de commentaire, mais a assuré que le pilote a beaucoup d'expérience.

Le lieu de l'accident est difficilement accessible. Des champs séparent la route de la rivière. Une voiture de la SQ s'est même embourbée. «Nous allons modifier les terrains pour permettre un meilleur accès à la rivière», a dit M^{me} Morin.

«J'ai vu l'avion passer juste au-dessus de la maison. Je pensais qu'il allait frapper les arbres.» — Lise Gignac

Vers 15 h, hier après-midi, quelques résidents du rang Sud-Est, à La Bostonnais, ont vu l'avion voler très bas au-dessus des maisons et s'écraser dans la rivière. «J'ai vu l'avion passer juste au-dessus de la maison. Je pensais qu'il allait frapper les arbres», a dit la mère de Jean-Paul Muir, Lise Gignac.

Appelés en renfort, les pompiers de La Tuque ont réussi à atteindre l'avion submergé grâce à leur embarcation de type Zodiac.

Le Bureau de la sécurité des transports et la SQ ont ouvert des enquêtes. Des enquêteurs étaient sur les lieux hier soir. Pour l'instant, ils ne sont pas en mesure d'expliquer la cause de l'écrasement.



FAITES DEUX FOIS LE TOUR DE LA TERRE L'ESPRIT TRANQUILLE.

BMW entretient gratuitement votre véhicule pendant 80 000 km, soit deux fois le tour de la Terre. Ou 4 ans. Personne d'autre que les concessionnaires BMW du Grand Montréal ne vous en offre autant.

Le BMW 328i xDrive 2011 Édition Classique

TRANSMISSION AUTOMATIQUE INCLUSE	PRIX DE VENTE	MENSUALITÉS À LA LOCATION	TAUX À LA LOCATION
	40 065 \$**	465 \$* 3 603 \$ MONTANT DU À LA LIVRAISON	2,5 % JUSQU'À 48 MOIS

ENTRETIEN RÉGULIER SANS FRAIS 4 ans ou 80 000 km*

Montréal BMW Canbec
4090, rue Jean-Talon Ouest
514.731.7871
bmwcanbec.com

Laval BMW Laval
2450, boul. Chomedey
450.682.1212
514.990.2269
bmwval.com

Rive-Sud Park Avenue BMW
8400, boul. Taschereau Ouest
450.445.4555
514.875.4415
parkavenuebmw.com

Rive-Sud BMW Sainte-Julie
1633, boul. Armand-Frappier
450.922.1633
514.875.4400
bmwsaintejulie.com

Blainville Hamel BMW
620, boul. de la Seigneurie Ouest
450.437.5050
hamelbmw.com

West Island BMW West Island
2000, aut. Transcanadienne Sud
514.683.2000
bmwestisland.com

Modèle européen montré. Certaines options peuvent ne pas être offertes au Canada. ** Offre à l'achat: le prix de vente est de 40 065 \$, ce qui inclut le PDSF (41 550 \$), le transport et l'inspection de prélivraison (1 995 \$), la taxe sur la climatisation (100 \$), la taxe de gestion des pneus (12 \$) et les frais d'administration du concessionnaire (jusqu'à 459 \$) et le rabais BMW Canada. Taxes et immatriculation en sus. * Taux à la location offert par Services financiers BMW, sur approbation du crédit, uniquement pour les modèles de base BMW 328i xDrive Édition Classique 2011 en stock. ** Offre à la location: 41 550 \$ sur 48 mois à un taux d'intérêt annuel de 2,5 %, avec un acompte de 0 \$, pour des mensualités de 465 \$. Un montant de 3 603 \$ est exigé à la signature du contrat de location, qui inclut la première mensualité, un dépôt de garantie équivalent à une mensualité, le transport et l'inspection de prélivraison, la taxe sur la climatisation, les frais d'administration du concessionnaire, la taxe sur la gestion des pneus et les services PPSA. Taxes et immatriculation en sus et payables à la signature. La valeur résiduelle du véhicule à l'échéance du terme est de 17 867 \$. L'obligation locative totale est de 24 951,48 \$. La mensualité varie selon le montant de l'acompte versé et de la valeur résiduelle. Le kilométrage annuel alloué est de 16 000 km; 0,15 \$ du kilomètre excédentaire. Le concessionnaire peut décider d'un prix au particulier et exiger des frais d'administration qui peuvent modifier le prix du véhicule. Des frais peuvent être exigés pour usure excessive. Cette offre d'une durée limitée est sujette à la disponibilité et peut être modifiée ou annulée sans préavis. Le véhicule doit être livré au plus tard le 2 août 2011. † Les véhicules BMW 2011 achetés au Canada d'un concessionnaire autorisé sont couverts par un programme d'entretien aux périodes recommandées sans frais de 4 ans ou 80 000 km, selon la première éventualité. Certaines conditions s'appliquent. Consultez un concessionnaire BMW pour obtenir tous les détails. © 2011 BMW Canada Inc. «BMW», le logo BMW, tous les noms de modèles BMW et toute autre famille de marques, d'images et de symboles relatifs à BMW sont la propriété exclusive et/ou des marques déposées de BMW AG utilisées sous licence.

ESCOUADE GAMMA

Des élus étudiants se disent persécutés

VINCENT LAROUCHE

Alors qu'ils s'apprentent à lancer une campagne contre la hausse des droits de scolarité, des représentants d'associations étudiantes collégiales et universitaires se disent victimes d'une vague d'arrestations «sans précédent» menées par les enquêteurs de l'escouade GAMMA (Guet

« Les gens que nous avons arrêtés, c'est parce qu'ils ont commis des actes criminels, pas parce qu'ils ont tenu une réunion. »

— Ian Lafrenière, du SPVM

des activités des mouvements marginaux et anarchistes) de la police de Montréal.

L'Association pour une solidarité syndicale étudiante (ASSÉ), qui regroupe 45 000 élèves et étudiants, affirme que 4 de ses militants, dont 3 sont des élus nationaux de l'organisation, ont été arrêtés à leur domicile récemment par ces policiers affectés à la surveillance des mouvements «anarchistes» et «marginaux».

Les infractions qui leur sont reprochées auraient été commises lors de deux occupations houleuses en mars dernier, l'une aux bureaux de la Conférence des recteurs et des principaux d'universités, l'autre au bureau du ministre Raymond Bachand. Une employée du bureau du ministre avait alors été blessée légèrement.

«Il faudrait être très naïf pour ne pas voir le lien clair entre cette vague d'arrestations en été et le début dans quelques semaines d'une mobilisation que nous souhaitons historique contre la hausse des frais de scolarité», a déclaré hier le secrétaire aux communications de l'ASSÉ, Gabriel Nadeau-Dubois.

Selon le porte-parole, la police pourrait vouloir «casser les reins» du mouvement étudiant avant la rentrée.

«L'ASSÉ n'est certainement pas anarchiste et, malheureusement pour le SPVM, elle n'est pas marginale», dit-il.

Deux des personnes arrêtées ont déjà comparu en cour municipale, sous des accusations d'introduction par effraction, de complot, de méfait et de prise de possession d'un lieu par la force. Si elles sont reconnues coupables, elles risquent six mois de prison et 5000\$ d'amende.

Ces deux accusés sont Guillaume Vézina, étudiant en science politique à l'UQAM et secrétaire à l'information de l'ASSÉ, ainsi que Vanessa Clavelle, élue de l'Association des étudiants en sciences humaines de l'UQAM. Les deux autres doivent comparaître le 26 juillet.

La preuve contre eux repose sur des vidéos et sur les révélations d'un informateur civil.

L'ASSÉ répliquera en portant plainte à la Commission des droits de la personne contre l'escouade GAMMA, qu'elle accuse de cibler ses membres en raison de leurs opinions politiques.

L'Association a aussi retenu les services d'une avocate d'expérience, Véronique Robert, ancienne procureure de la Couronne qui a participé aux superprocès des Hells Angels après l'opération Printemps 2001.

Celle-ci s'inquiète de voir les policiers cibler les mouve-

ments contestataires. «Il peut y avoir des actes ponctuels dans des manifestations, mais je ne vois pas ce qui justifie de surveiller constamment des jeunes parce qu'ils sont militants. Ils ne sont pas soupçonnés de commettre des crimes dans leur quotidien!»

Au SPVM, le sergent Ian Lafrenière répond que GAMMA n'est pas une escouade permanente, mais un groupe ponctuel qui a pour mission d'arrêter les manifestants qui enfreignent la loi. Il rappelle que des policiers ont été rudoyés lors des occupations étudiantes et que sept agents ont été blessés lors d'une manifestation soulignant la Journée internationale des travailleurs, le 1^{er} mai.

«Les gens que nous avons arrêtés, c'est parce qu'ils ont commis des actes criminels, pas parce qu'ils ont tenu une réunion. Et oui, il va y avoir d'autres arrestations. Ceux qui commettent des crimes, nous allons les arrêter», a-t-il ajouté.

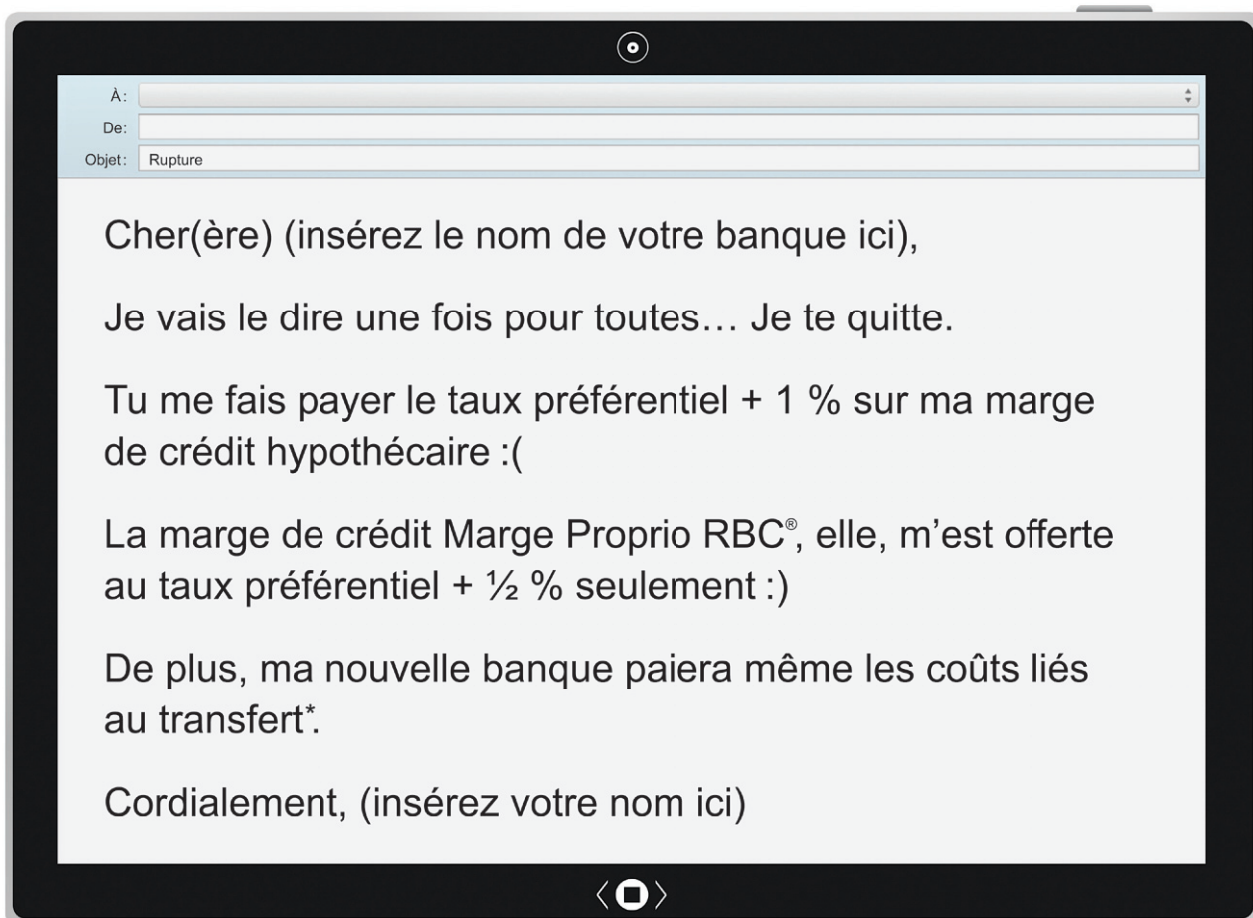


PHOTO ROBERT SKINNER, LA PRESSE

L'Association pour une solidarité syndicale étudiante (ASSÉ) a retenu les services de l'avocate Véronique Robert pour porter plainte contre l'escouade à la Commission des droits de la personne.



RBC Banque Royale®



Passez à la marge de crédit Marge Proprio RBC® offerte à 3,5 % (taux préférentiel + 1/2 %).

Vous pourriez économiser plus de 2 700 \$[†]. Si vous payez actuellement 4,0 % (taux préférentiel + 1 %) ou plus sur une marge de crédit hypothécaire détenue à votre institution financière, voilà le montant que vous pourriez économiser en intérêts en optant pour la marge de crédit Marge Proprio RBC®.

Visitez l'une de nos succursales ou communiquez dès aujourd'hui avec le conseiller en prêts hypothécaires RBC Banque Royale® de votre région. 1 866 864-0420

Une banque de conseils pour vous guider.^{MC}

MC

* Nous paierons les frais d'assurance titre de base (les frais de transfert ne sont pas inclus) ainsi que les frais d'évaluation de la propriété/d'évaluation immobilière. Nous réglerons également une seule fois les frais de quittance et de transfert sortant d'une autre institution financière (jusqu'à concurrence de 300 \$). L'offre exclut les frais sur remboursement anticipé que vous pourriez devoir payer. Décaissement minimum de 50 000 \$. † Les économies ont été calculées pour une marge de crédit garantie de 100 000 \$ remboursée mensuellement sur une période de 10 ans, en comparant un taux d'intérêt annuel de 3,5 % à un taux d'intérêt annuel de 4 %. Le taux d'intérêt fluctuera avec le taux préférentiel et peut être modifié à tout moment sans préavis. Le taux entre en vigueur le 4 juillet 2011. Les produits de financement personnel et les hypothèques résidentielles sont offerts par la Banque Royale du Canada sous réserve de ses critères de prêt standard. ® Marques déposées de la Banque Royale du Canada. RBC et Banque Royale sont des marques déposées de la Banque Royale du Canada. MC Marques de commerce de la Banque Royale du Canada.

EN BREF

Revenu Canada pourra enquêter sur les municipalités

L'Agence du revenu du Canada a reçu l'autorisation de la Cour fédérale de se pencher sur les finances d'environ 150 municipalités du Québec, dans le cadre de son enquête sur de possibles cas d'évasion fiscale. Revenu Canada veut analyser des centaines de contrats accordés entre 2007 et 2010. La plupart des grandes villes de la province, dont Québec, Laval, Saguenay et Longueuil, sont visées par la requête.

— La Presse Canadienne

ACTUALITÉS



PHOTO ALAIN ROBERGE, LA PRESSE

Au centre, Thomas Belarbi, un enfant handicapé qui fréquente un camp d'été de la Ville de Montréal, où les places sont très limitées. Sa mère, Isabelle Perrin, déplore que les ressources pour les cas lourds soient peu nombreuses, contrairement à ce qui est offert aux enfants sourds ou autistes.

Le casse-tête des parents d'enfants handicapés

Trouver une place en camp de jour s'apparente au parcours du combattant

LOUISE LEDUC

Imaginez qu'on ne vous confirme qu'en juin que votre enfant aura une place en camp de jour. Ou, pire, que les semaines que vous avez demandées il y a longtemps vous sont refusées. Ou que, après quelques jours de camp, votre enfant est renvoyé. Si votre enfant est en santé, c'est déjà un gros casse-tête. S'il est handicapé, c'est la catastrophe, catastrophe qui risque fort d'être récurrente, d'été en été.

Deux types de camp de jour sont offerts – en théorie – aux enfants handicapés: les camps classiques des municipalités, avec accompagnateur personnel subventionné, et les camps spécialisés. Dans la vraie vie, les places sont si limitées que c'est presque une loterie.

Très tôt, Geneviève Labrecque avait demandé six semaines de camp de jour pour son fils Hubert, atteint de trisomie 21, qui a besoin du programme avec accompagnateur personnel. «Je n'ai eu une réponse que le 9 juin.

J'avais droit à trois semaines seulement, et je n'avais pas de droit de regard sur les semaines qui m'étaient attribuées. Le camp était prêt à accepter mon enfant pour trois semaines supplémentaires, mais je devais payer de ma poche 400 \$ par semaine pour l'accompagnateur particulier.»

année, la fillette de 7 ans devait y passer trois semaines. Elle y est allée trois jours. Elle n'a pas eu l'accompagnateur personnel prévu, et les problèmes se sont vite manifestés. L'enfant, aux prises avec de graves déficiences intellectuelles et motrices, à quoi s'ajoutent des problèmes de

Finalment, Camille ira au camp Papillon pendant une semaine. Une amie de Valérie donne un coup de main, et une gardienne vient à la maison pour 11 \$ l'heure.

Refusée

Sara Tremblay n'a pas un été plus facile. Pendant l'année, sa

«Si ton enfant est en fauteuil roulant, qu'il porte des couches ou qu'il a un gavage, il est très difficile d'avoir une place. Les camps sélectionnent les enfants parce qu'ils n'en veulent pas de trop problématiques.» — Isabelle Perrin, mère d'un enfant multihandicapé

À quoi ressemble l'été, finalement? À un gros casse-tête. «Ma sœur et mes parents m'aident, et mon employeur a accepté que je travaille à la maison. Je m'occupe de mon fils pendant la journée et, le soir, je fais l'essentiel de mes heures de travail.»

Pas d'accompagnateur

La fille de Valérie Larouche est inscrite au même camp d'été depuis trois ans. Cette

surdiété et de déglutition, s'est mise à mordre tout un chacun. «J'avais bien prévenu le personnel de ne pas la prendre, qu'elle réagit mal quand elle ne se sent pas en sécurité. Or, quand je suis allée la chercher, c'était la panique. Ma fille, une petite blonde habituellement toute souriante, semblait terroriser le personnel. Pourquoi son cas a-t-il été jugé plus lourd cet été que les deux étés précédents?»

feuille fréquente une école juste à côté de la maison. L'école est aménagée pour recevoir des enfants handicapés et, l'été, il y a là un camp de jour pour enfants handicapés. «Même si ce camp est spécialisé, il n'accepte pas mon enfant, atteinte de paralysie cérébrale et de déficience intellectuelle sévères, en plus d'avoir un gavage. Il n'y a que le camp Papillon qui prend de tels enfants, et l'organisme Philou. Je trouve

bizarre que d'autres camps, tout aussi spécialisés dans les loisirs pour enfants handicapés, fassent eux-mêmes de la ségrégation.»

Cas lourds

Difficile de ne pas devenir un peu cynique quand les embûches sont si nombreuses. «J'ai même entendu une mère lancer: "Tant qu'à y être, si mon enfant était sourd en plus, plus de portes lui seraient ouvertes"», lance Isabelle Perrin, elle-même mère d'un enfant multihandicapé.

Pour les enfants sourds ou autistes, fait observer M^{me} Perrin, les ressources sont beaucoup plus nombreuses. «Par contre, si ton enfant est en fauteuil roulant, qu'il porte des couches ou qu'il a un gavage, il est très difficile d'avoir une place en camp de jour. Les camps sélectionnent les enfants parce qu'ils n'en veulent pas de trop problématiques.»

«Heureusement, Thomas, notre fils, est propre, il n'a pas de problème de comportement et, comme il a à la fois une déficience motrice et intellectuelle, ça nous a ouvert un peu plus de portes.»

«Une mère m'a raconté qu'elle travaillait de la maison et qu'elle avait promis de venir changer la couche de son enfant toutes les trois heures. Le camp de jour a néanmoins refusé l'enfant, de peur de créer un précédent.»

Comme le dit M^{me} Perrin, tout cela se conclut malheureusement «par quantité de mères qui finissent par laisser leur emploi.»

Québec montré du doigt

LOUISE LEDUC

«Nous avons une très bonne collaboration avec la Ville de Montréal mais, du côté du ministère de l'Éducation, la porte est complètement fermée, cadenassée, cimentée. Nous n'avons aucune écoute», se désole Lise Roche, de l'orga-

nisme AlterGo, à qui parviennent les demandes de parents qui veulent envoyer leur enfant handicapé au camp de jour.

Les demandes vont en augmentant, mais non les subventions, si bien qu'on ne répond qu'à 41 % des besoins. «Certains des parents qui ont présenté une demande

n'ont eu absolument aucune semaine de camp pour leur enfant et ils ne l'apprennent que tardivement, en juin.»

M^{me} Roche signale que certains enfants peuvent être acceptés à condition que les parents paient eux-mêmes un accompagnateur personnel. Le problème, c'est que le porte-

feuille de ces parents n'est pas élastique. «Ils passent déjà l'année entière à payer des soins spécialisés, qu'il s'agisse d'orthophonie, d'ergothérapie ou autres. C'est beaucoup leur demander.»

Pour M^{me} Roche, le manque de subventions remet en question le droit aux loisirs des enfants handicapés, en plus du droit au travail des parents. Trop d'entre eux, signale-t-elle, doivent laisser leur boulot pour s'occuper de leur enfant.

Au ministère de l'Éducation, Esther Chouinard, responsable des relations avec la presse, confirme que les camps de jour sont financés principalement par le Programme d'assistance financière à l'accessibilité aux camps de vacances, dont l'enveloppe totale est de 3,8 millions. Cette enveloppe «n'a pas été bonifiée depuis 2000-2001» et il y a eu «des compressions de 325 000 \$ en 2003-2004».



Le plus grand solde d'été en 125 ans.

LE SOLDE
125
ANNIVERSAIRE

GLK 350 4MATIC^{MC} 2011

TAUX À LA LOCATION,
3,9%* BAIL DE 48 MOIS

PAIEMENTS MENSUELS
438 \$*

VERSEMENT INITIAL
6 320 \$**

CRÉDIT ANNIVERSAIRE
1 250 \$²

Profitez de taux exceptionnels de 1,25 % sur la plupart des modèles Mercedes-Benz!



Mercedes-Benz

FINANCEMENT
À L'ACHAT
1,25 %
JUSQU'À 60 MOIS

Montréal
Automobiles Silver Star Inc.
7800, boul. Décarie
Montréal (514) 344-7678

Laval
Mercedes-Benz Laval
3131, Autoroute 440 Ouest
Laval (450) 681-2500

Rive-Sud
Mercedes-Benz Rive-Sud
4844, boul. Taschereau
Greenfield Park (450) 672-2720

West Island
Mercedes-Benz West Island
4525, boul. Saint-Jean
Dollard-des-Ormeaux (514) 620-5900

Boucherville
Duval Mercedes-Benz
1530, rue Ampère
Boucherville (450) 449-0222

Blainville
Mercedes-Benz Blainville
10000, Chemin du Plein Air
Mirabel (Blainville) (450) 435-1313

© Mercedes-Benz Canada Inc., 2011. *Offre de financement de 1,25 % proposée pour tous les modèles 2011 à l'exception des modèles AMG. † Le calcul du versement mensuel et de l'obligation totale des offres de location et de financement comprend le crédit anniversaire de 1 250 \$. † Offres de location et de financement basées sur le nouveau modèle GLK 350 4MATIC^{MC} 2011 et proposées uniquement par l'intermédiaire de Services financiers Mercedes-Benz sur approbation du crédit, pendant une durée limitée. Exemple basé sur une location de 438 \$ par mois pendant 48 mois. Versement initial ou reprise équivalente de 6 320 \$ plus dépôt de sécurité de 500 \$ et taxes applicables dus à la date d'entrée en vigueur du bail. PDSF à partir de 43 500 \$. Taux annuel de 3,9 %. Obligation totale : 27 827 \$. Kilométrage limité à 18 000 km par an (0,20 \$/km supplémentaire). Exemple de financement basé sur un terme de 60 mois au taux annuel de 1,25 % et un PDSF de 43 500 \$. Le paiement mensuel est de 444 \$ (avant taxes) avec un versement initial de 6 595 \$ ou une reprise équivalente. Le coût de l'emprunt est de 1 202 \$ pour une obligation totale de 45 247 \$. ** Les frais de transport et de préparation de 2 045 \$, les frais du RDRPM de 85 \$, la taxe sur le climatiseur de 100 \$ et les droits sur les pneus de 15 \$ sont maintenant inclus dans le versement initial et le prix d'achat final. Frais d'immatriculation, d'enregistrement et d'assurance, «écoprièvement» (si applicable) et frais assimilés imposés au fabricant (s'ils sont perçus par le concessionnaire) ainsi que TPS et TVQ en sus. D'autres frais, taxes ou droits progressifs à chaque province peuvent être perçus. Le concessionnaire peut louer ou offrir du financement à prix moindre. Les offres peuvent changer sans préavis et ne peuvent être jumelées à d'autres offres. Voyez votre concessionnaire Mercedes-Benz autorisé pour les détails ou communiquez avec le Service à la clientèle de Mercedes-Benz au 1 800 387-0100. L'offre se termine le 31 juillet 2011.

EFFONDREMENT DE LA SCÈNE AU BLUESFEST

Pas une première pour le fournisseur

LOUIS-DENIS EBACHER
LE DROIT

Le fournisseur des scènes du Bluesfest d'Ottawa, qui a vu une de ses structures s'effondrer dimanche, a déjà connu une mésaventure semblable. Une de ses scènes s'est effondrée en 2009 lors du Grand Rire de Québec.

La structure installée à la place D'Youville, devant le Capitole, au centre-ville, est tombée le matin du 30 juin 2009. Personne n'avait été blessé, mais l'incident avait forcé le report d'une importante partie de la programmation du festival d'humour.

Le Groupe Berger, dont le siège social est à Saint-Jean-sur-Richelieu, a été blanchi par la firme d'ingénieurs HBA, après les événements. La direction de l'entreprise a conclu à une faiblesse à l'intérieur d'une chaîne de la structure. L'hypothèse de la négligence du Groupe Berger dans le montage de la scène a aussi été rejetée au motif que «le fabricant [...] a l'entière



PHOTO ADRIAN WYLD, LA PRESSE CANADIENNE

La direction du Bluesfest a fait son propre bilan au lendemain de l'incident et confirmé que les trois personnes blessées à la suite de l'effondrement d'une scène avaient reçu leur congé de l'hôpital pendant la nuit.

responsabilité du système, incluant les chaînes».

Le dossier est devant la cour depuis janvier 2010. Le Grand Rire de Québec a intenté une poursuite de 488 000\$ contre le Groupe Berger, qu'il tient responsable de la scène.

Le Groupe Berger n'a pas rappelé *Le Droit* hier.

Dans un communiqué publié

en fin de journée hier, un autre fournisseur de scènes, le Groupe Stageline, et sa société affiliée, MSR Location Scène mobile, ont rappelé «que les quatre équipements Stageline qui étaient sur place n'ont, quant à eux, subi aucun bris ou dommage [...]». Ceux-ci ont été jugés conformes par les autorités locales et prêts à être démontés.

La compagnie ayant fabriqué et installé la structure s'étant effondrée n'est d'aucune façon reliée au Groupe Stageline».

Les trois blessés hors de danger

La direction du Bluesfest a fait son propre bilan au lendemain de l'incident et confirmé que les trois personnes blessées

avaient reçu leur congé de l'hôpital pendant la nuit. L'incident s'est produit au moment où le groupe Cheap Trick devait se produire en clôture du festival.

Le ministère du Travail de l'Ontario a ouvert une enquête et un inspecteur indépendant a été dépêché sur les lieux, a précisé hier le directeur du Bluesfest, Mark Monahan.

Des dizaines de milliers de personnes privées d'électricité

PIERRE-ANDRÉ NORMANDIN

La violente tempête qui a balayé le sud du Québec, dimanche soir, a plongé dans le noir pas moins de 195 000 résidences. Et plusieurs abonnés ont dû s'armer de patience: 24 heures après le passage de la ligne d'orages, 38 000 abonnés d'Hydro-Québec étaient toujours sans électricité.

Les forts vents, qui ont atteint 120 km/h par endroits,

ont cassé des branches et déraciné des arbres. Selon Environnement Canada, une tornade s'est même formée dans le secteur de Cléricy, au nord de Val-d'Or, mais les dommages sont limités puisqu'elle a frappé dans un secteur boisé, loin de toute habitation.

Environnement Canada tente également de déterminer s'il y a aussi eu une tornade dans un couloir d'une cin-

quantaine de kilomètres entre le lac Cayamant et Val-des-Bois, au nord de Gatineau, où de forts vents ont soufflé. Personne n'a toutefois signalé le caractéristique entonnoir nuageux.

Six tornades sont recensées en moyenne chaque année au Québec, selon le météorologue André Cantin. Elles font généralement peu de dégâts parce qu'elles frappent principalement loin des

centres urbains. Deux ont toutefois fait les manchettes en 2009 quand elles ont touché les villes de Boisbriand et de Mont-Laurier, où elles avaient causé d'importants dommages.

Hier, Hydro-Québec était à réparer ses lignes sectionnées un peu partout dans le sud de la province. La majorité des pannes ont été recensées en Outaouais et dans les Laurentides. D'autres person-

nes ont toutefois été touchées dans Lanaudière, au Saguenay et au nord de Québec.

Cette ligne d'orages marquait l'arrivée d'un front froid qui a fait baisser le mercure de quelques degrés, hier et aujourd'hui. L'accalmie sera toutefois de courte durée puisque Environnement Canada prévoit ensuite jusqu'à dimanche des températures dépassant les 30° C le jour et les 20° C la nuit.

UN ENSEMBLE D'OPTION SANS FRAIS. C'EST DU LUXE.



4.6L avec ensemble Technologie montré

ENSEMBLE PREMIUM **4 000 \$** SANS FRAIS | FINANCEMENT À L'ACHAT | **0 %** POUR 36 MOIS

L'ENSEMBLE PREMIUM SANS FRAIS D'UNE VALEUR DE 4 000 \$ INCLUS



Écoutez votre musique favorite avec la Chaîne audio exclusive Lexicon avec 528 watt, un lecteur DVD et 14 haut-parleurs



Jantes en alliage de 18 po à 9 rayons



Système de navigation avec écran tactile de 6 1/2" et caméra de recul



Phares à décharge à haute intensité au xénon autonivelants

En plus de retrouver son moteur V8 dans la liste des 10 meilleurs moteurs au monde selon Ward[®], le plus remarquable avec la Genesis 2011 c'est de pouvoir réunir 385 fougues chevaux* dans une magnifique berline à la fois performante et luxueuse. Un tour de force sans précédent dans l'industrie automobile, surtout avec l'ensemble Premium qui est offert sans frais !

GARANTIE
5 ANS
100 000 KM
GARANTIE GLOBALE LIMITÉE*

Garantie globale limitée : 5 ans/100 000 km
Garantie groupe motopropulseur : 5 ans/100 000 km
Garantie sur les émissions : 5 ans/100 000 km

GENESIS
PAR **HYUNDAI** HYUNDAICANADA.COM

*Les noms, logos, noms de produits, noms des caractéristiques, images et slogans Hyundai sont des marques de commerce appartenant à Hyundai Auto Canada Corp. **Financement à l'achat sur approbation du crédit des Services financiers Hyundai sur la berline Genesis 3.8L 2011 offerte avec un taux annuel de financement à l'achat de 0% pour 36 mois. Exemple de financement et modalités des offres de financement apparaissant dans la présente publicité: 36 874 \$ à un taux de 0% équivalent à des mensualités de 1 024,28 \$ pour 36 mois. Prix à l'achat comptant de 36 874 \$. Comptant initial de 0 \$. Frais de 115 \$ (taxe des pneus 15 \$ et taxe climatiseur 100 \$) et frais de livraison et de destination de 1 760 \$ inclus dans les offres de financement à l'achat. Frais d'immatriculation, d'assurance, d'enregistrement, RDPRM (au Québec) et toutes taxes applicables en sus. *Prix de base pour la Genesis 3.8L de 36 874 \$. Prix du modèle montré : Genesis 4.6L 2011 avec ensemble Technologie, 47 874 \$. Frais de 115 \$ (taxe des pneus 15 \$ et taxe climatiseur 100 \$) et frais de livraison et de destination de 1 760 \$, d'immatriculation, d'assurance, d'enregistrement et toutes taxes applicables en sus des PDS. Les frais de livraison et de destination comprennent les frais de transport et de préparation, d'administration du concessionnaire et un plein de carburant. **Offres d'une durée limitée pouvant être modifiées ou annulées sans avis préalable. Voir un concessionnaire pour tous les détails. Le concessionnaire peut vendre à prix moindre. Les stocks sont limités. Le concessionnaire pourrait devoir commander le véhicule. [®] Classement parmi les 10 meilleurs moteurs selon Ward basé sur la Genesis 4.6L 2010 avec ensemble Technologie. *385 chevaux disponible uniquement sur le modèle Genesis 4.6L. **La garantie globale limitée de Hyundai couvre la plupart des pièces du véhicule contre les défauts de fabrication sous réserve du respect des conditions normales d'utilisation et d'entretien.

EXTRACTION DU GAZ DE SCHISTE

Le liquide de fracturation néfaste pour la forêt

CHARLES CÔTÉ

Une expérience menée dans une forêt de Virginie Occidentale confirme que le liquide de fracturation utilisé dans l'extraction du gaz de schiste est néfaste pour l'environnement.

En juin 2008, le service des forêts du ministère de l'Agriculture des États-Unis a déversé 300 000 litres de liquide de fracturation dans une parcelle de 2000 m² d'une forêt expérimentale.

Le liquide de fracturation est un mélange d'eau, de sable et de produits chimi-

ques injecté à haute pression pour libérer le gaz. Une grande partie de ce liquide remonte du puits chargé de minéraux présents dans le gisement. Il doit être éliminé ou recyclé.

Dans les heures qui ont suivi l'épandage, la végétation du sous-bois est morte. Puis, dans les jours suivants, plusieurs arbres ont perdu leurs feuilles. Deux ans plus tard, 56 % des arbres étaient morts, alors que le taux de mortalité annuel dans cette forêt est de 1,3 %.

L'expérience est très pertinente aux États-Unis, où il

est permis dans certains États de se débarrasser des eaux de fracturation par épandage. Ce n'est pas le cas au Québec, où, jusqu'ici, ces eaux ont été traitées dans des usines d'épuration municipales, avec la permission du ministère du Développement durable, de l'Environnement et des Parcs (MDDEP).

Cependant, pas plus aux États-Unis qu'ailleurs l'industrie n'est à l'abri des déversements accidentels, que ce soit à cause de fuites de bassins de rétention, d'accidents de camion ou d'éruptions accidentelles.

Dans la forêt expérimentale, les scientifiques pensent que ce sont surtout les chlorures (sel et calcium) contenus dans l'eau qui ont été fatals pour les arbres, mais d'autres produits ont pu aussi avoir eu des effets.

Parmi les arbres étudiés dans cette expérience, certains poussent aussi au Québec, tel le hêtre à grandes feuilles, dont 74 % sont morts, le chêne rouge, mort à 53 %, et l'érable rouge, qui s'en est mieux tiré, avec 23 % de taux de mortalité.

PLUS DE PRESSION À L'AUTOMNE

Les opposants au gaz de schiste intensifieront leurs moyens de pression à l'automne. Outre des manifestations, ils mettront sur pied, en septembre, une table ronde sur les énergies nouvelles, réunissant 400 experts dans le domaine. En entrevue à La Presse Canadienne, un des porte-parole des regroupements d'opposants, Paul Lamoureux, a déclaré qu'ils devaient proposer des solutions de rechange et ne pas se cantonner au rôle d'opposition, parce que le gouvernement prend fait et cause pour l'industrie du gaz de schiste. — La Presse Canadienne

« L'AIR EST ESSENTIEL »

L'innovation fait une importante différence. L'implantation de notre nouvel équipement à nos installations du Lac Mildred aidera à réduire la totalité des émissions de composés de soufre de plus de 50 %. Et nous sommes toujours à l'affût de nouvelles façons d'améliorer la qualité de l'air.

Diane Phillips

Diane Phillips
Synchrude Canada Ltd.



Emplacement : 56.999592, -111.612972
Photo: Tourisme à Fort McMurray

sablesbitumineuxmaintenant.ca

Un message des Producteurs Canadiens de Sables Bitumineux.

L'Association Canadienne des Producteurs Pétroliers (ACPP) représente des sociétés membres, y compris les exploitants des sables bitumineux, qui produisent plus de 90 pour cent du gaz naturel et du pétrole brut au Canada.

ACPP
ASSOCIATION CANADIENNE DES
PRODUCTEURS PÉTROLIERS

ACTUALITÉS

Quarts de garde Un arbitre donne raison aux médecins résidents

McGill conteste la décision

PIERRE-ANDRÉ NORMANDIN

Les médecins résidents, qui réclament des quarts de travail plus courts, ne sont pas au bout de leurs peines. Le Centre universitaire de santé McGill (CUSM) conteste en Cour supérieure la décision d'un arbitre qui le force à faire passer leurs périodes de garde de 24 à 16 heures d'ici six mois.

Le CUSM, qui chapeaute 14 hôpitaux où travaillent plus de 1000 résidents, dit avoir déposé une requête en révision judiciaire pour retarder l'entrée en vigueur des gardes écourtées. « Le prolongement du délai ferait en sorte que ce changement important pourrait entrer en vigueur au début de l'année universitaire plutôt qu'en milieu de trimestre, ce qui faciliterait la transition », explique le D^r Meterissian, vice-doyen de l'enseignement médical des deuxième et troisième cycles.

Mais, dans sa requête, le CUSM va beaucoup plus loin et demande à la Cour supérieure de déclarer illégale la décision de l'arbitre Jean-Pierre Lussier, qui estime que l'obligation de travailler 24 heures d'affilée contrevient à la Charte des droits et libertés.

Le CUSM estime que l'arbitre n'avait pas le pouvoir de rendre une telle décision. L'institution déplore qu'il n'ait pas exigé que les médecins résidents démontrent que les quarts de 24 heures compromettent leur sécurité et celle de leurs patients. La requête précise qu'un tel changement aurait des « conséquences drastiques et très sérieuses » sur la qualité des soins puisqu'il entraînerait davantage de transferts de dossiers de patients et de risques d'erreur.



PHOTO MARTIN CHAMBERLAND, ARCHIVES LA PRESSE

Contrairement aux médecins qui sont payés à l'acte, les résidents reçoivent un salaire fixe. Attachés à un hôpital, ils sont tenus de s'y trouver durant leurs quarts de garde. En théorie, ils devraient avoir droit à des périodes de repos, mais ils peuvent rarement s'en prévaloir en raison de la surcharge de travail.

La durée des quarts de travail est, avec la rémunération, l'un des enjeux centraux des pourparlers autour du renouvellement de la convention collective des résidents. Ceux-ci ont d'ailleurs suspendu leurs activités d'enseignement depuis une semaine et menacent de débrayer pour tenter d'accélérer les négociations avec le gouvernement.

La Fédération des médecins résidents du Québec s'explique mal le geste du CUSM

puisqu'une première tentative d'empêcher l'arbitre de trancher avait échoué. « Depuis le début, les établissements sont réfractaires au changement; on dirait qu'ils persistent dans leur résistance », s'indigne le président de la Fédération, le D^r Charles Dussault.

La contestation du CUSM a même surpris le ministère de la Santé, qui dit avoir informé le CUSM de son intention d'accepter la décision de l'arbitre. Le gouvernement compte même réduire les périodes

de garde des résidents de tous les hôpitaux québécois dans le cadre des présentes négociations. « Nous visons 16 heures », confirme Marie-Ève Bédard, porte-parole du ministre Yves Bolduc.

Le Ministère est d'autant plus surpris que des comités sont déjà en place pour planifier la transition. Selon M^{me} Bédard, quelques hôpitaux offrent déjà sans problème des quarts de garde de 16 heures. « On sait que c'est faisable. En somme, ça ne

donne pas moins d'heures de garde, mais il faut les réorganiser », dit-elle.

Contrairement aux médecins qui sont payés à l'acte, les résidents reçoivent un salaire fixe. Attachés à un hôpital, ils sont tenus de s'y trouver durant leurs quarts de garde. En théorie, ils devraient avoir droit à des périodes de repos, mais ils peuvent rarement s'en prévaloir en raison de la surcharge de travail. Un régime épuisant, dénonce leur Fédération.

Est-ce que votre carte de débit vous donne une remise?



Le seul compte au Canada avec remise en espèces.

Obtenez une remise en espèces de 1 % sur tous vos achats par débit[†] et effectuez un nombre illimité d'opérations libre-service avec le nouveau *Compte remise \$\$\$^{MC} Scotia*.

Épargnez grâce à vos opérations quotidiennes. Passez à une succursale Scotia pour tous les détails.

queleparnecommence.com



Vous êtes plus riche
que vous le croyez.^{MD}

 Banque Scotia^{MD}

^{MC} Marque de commerce de La Banque de Nouvelle-Écosse. ^{MD} Marque déposée de La Banque de Nouvelle-Écosse.

[†] Des conditions s'appliquent. Visitez le site banquescotia.com/remise ou passez à une succursale Scotia pour avoir tous les détails.

L'auteur d'un rapport de l'ONU sur le climat travaille pour Greenpeace

MATHIEU PERREAULT

Des membres de groupes industriels ou écologistes peuvent-ils être auteurs de rapports du Groupe intergouvernemental d'experts sur l'évolution du climat (GIEC), qui conseille les Nations unies sur les changements climatiques? C'est la question que posent de nombreux observateurs devant une nouvelle controverse sur les travaux du GIEC.

Au début du mois de mai, le groupe n° 3 du GIEC a publié un rapport sur la possibilité

de ralentir le réchauffement de la planète avec des énergies renouvelables. En fait, seuls le résumé et un communiqué de presse ont été publiés à ce moment – le rapport complet l'a été en juin. Le communiqué de presse commençait avec un scénario dans lequel 80 % des besoins énergétiques seraient comblés par des sources renouvelables dès 2050.

Quand le rapport a été publié au complet, un «climatosceptique» torontois, Steve McIntyre, a remarqué que ce scénario optimiste faisait partie d'un rapport

de Greenpeace. Or, l'un des auteurs de ce chapitre du rapport du GIEC, Sven Teske, est non seulement membre de Greenpeace, mais il est aussi l'auteur du rapport de Greenpeace.

La blogosphère climatosceptique y a vu un autre exemple de la manipulation de la science par le GIEC, après le Climategate en Grande-Bretagne – la publication de courriels entre scientifiques pouvant laisser croire qu'ils exagèrent le réchauffement de la planète – et la découverte d'erreurs dans d'autres rapports du GIEC.

La revue *Nature Climate Change* fait le point sur la question cette semaine. «Le problème, c'est que les trois groupes du GIEC n'ont pas la même définition d'un conflit d'intérêts», explique Mark Lynas, journaliste scientifique britannique qui publie l'un des deux commentaires de *Nature Climate Change*. «Le groupe n° 1, qui s'occupe surtout des sciences dures, a décrété qu'un membre d'une ONG impliqué dans les questions climatiques ou énergétiques ne pouvait être auteur principal d'un rapport. Mais

les groupes n° 2 et 3 n'ont pas encore défini ce que serait une situation de conflit d'intérêts. Si on applique la norme du groupe n° 1 au cas de Sven Teske, c'en est certainement une.»

M. Nymas note que le rapport de Greenpeace tirait ses chiffres d'une étude publiée en bonne et due forme dans une revue après révision par un comité de pairs. Et que d'autres auteurs du rapport du GIEC sont membres d'ONG industrielles. «Mais il faut éviter de prêter le flanc aux climatosceptiques. Le fait que les références n'ont pu être consultées qu'un mois après le fameux communiqué de presse, lors de la publication du rapport complet du GIEC, donne encore plus l'impression qu'il y a quelque chose de pas clair dans tout ça.»



HONDA

Très utilitaire pour les vacances.



Ridgeline 2011

3 000 \$*

d'accessoires sans frais

- Garnitures de pare-chocs chromées
- Barres marchepieds latérales chromées
- Calandre avant
- Protège feux arrière
- Galerie de toit anodisée



Pilot LX 2011
En location

448 \$^{††} 48 mois
3 150 \$ comptant
Transport et préparation inclus



Odyssey LX 2011
En location

398 \$[†] 48 mois
3 300 \$ comptant
Transport et préparation inclus

L'Association des concessionnaires Honda du Québec

hondaquebec.ca

*L'ensemble d'accessoires en chrome sans frais du Ridgeline est uniquement offert à l'achat, à la location ou au financement d'un Honda Ridgeline neuf 2011. L'ensemble comprend des garnitures de pare-chocs chromées avant/arrière, des marches pieds tubulaires en chrome, grille de calandre, protégé feux arrière, galerie de toit en argent anodisée, et inclut l'installation. Certains accessoires représentés ne sont pas inclus dans l'ensemble d'accessoires chrome et sont offerts en sus. Voir le concessionnaire pour les détails. Les concessionnaires peuvent déterminer les prix aux mêmes. Le concessionnaire peut vendre à prix moindre. Offre d'une durée limitée, jusqu'à épuisement des stocks. Offre sujette à changement sans préavis. L'offre de location-bail est faite par Services Financiers Honda Inc. (SFHI), sur acceptation du crédit. Cette offre porte sur l'Odyssey LX 2011 neuve (modèle RL5H2E). Franchise de kilométrage de 96 000 km; frais de 0,12 \$ le kilomètre excédentaire. Transport et préparation de 1 590 \$ et taxe sur le climatiseur de 100 \$ inclus. Prix à l'achat pour ce véhicule : 31 680 \$. Transport et préparation et taxe sur climatiseur inclus. **L'offre de location-bail est faite par Services Financiers Honda Inc. (SFHI), sur acceptation du crédit. Cette offre porte sur le Pilot LX 2 pour mois moitrées 2011, neuf (modèle YF3H2E). Franchise de kilométrage de 96 000 km; frais de 0,12 \$ le kilomètre excédentaire. Transport et préparation de 1 590 \$ et taxe sur le climatiseur de 100 \$ inclus. Prix à l'achat pour ce véhicule : 36 510 \$. Transport et préparation et taxe sur climatiseur inclus. Les taxes, droits, assurances et immatriculation sont en sus. Le concessionnaire peut vendre ou louer à prix moindre. Offres valides seulement pour les résidents du Québec chez les concessionnaires Honda du Québec participants. Offres d'une durée limitée sujettes à changement sans préavis par le fabricant et valides sur les véhicules en inventaire seulement. Photos à titre indicatif seulement. Voyez votre concessionnaire Honda pour plus de détails.

LE TOUR DU GLOBE

CORNE DE L'AFRIQUE

Réunion d'urgence

Les agences humanitaires espèrent recueillir des centaines de millions de dollars pour venir en aide à la Corne de l'Afrique, notamment la Somalie, aux prises avec une sécheresse qui menace 10 millions de personnes, au cours d'une réunion internationale organisée le 25 juillet à Rome. La sécheresse touche Djibouti, l'Éthiopie, le Kenya, l'Ouganda et surtout la Somalie, où la situation est aggravée par la guerre civile. « Nous lançons des avertissements depuis octobre dernier, mais la réponse n'est pas à la hauteur des besoins », s'est insurgée Cristina Amaral, chef des opérations d'urgence de la FAO en Afrique. — AFP



PHOTO FEISAL OMAR, REUTERS
Réfugiés en Somalie. La communauté internationale se mobilise pour l'aide d'urgence.

GAZA

Navire attendu

Le navire français *Dignité-Al Karama*, de la flottille internationale qui voulait briser le blocus de Gaza, faisait cap hier sur le territoire palestinien où il compte arriver aujourd'hui à la mi-journée, ont annoncé les organisateurs. « Nous ne voulons pas arriver de nuit », a expliqué le militant français Thomas Sommer-Houdeville. « Nous n'avons pas de plan [pour faire face à une éventuelle interception israélienne, NDLR], mais nous sommes en mission humanitaire pacifique. Nous sommes un bateau pacifique battant pavillon français. » Un Canadien, le Montréalais Stephan Corriveau, fait partie de l'équipage. — AFP

ÉTATS-UNIS

Un vote, un rejet ?

La guerre de tranchées sur le relèvement du plafond de la dette américaine se poursuit aujourd'hui au Congrès, mais aucun compromis ne se dessine à deux semaines de la date butoir du 2 août pour éviter un défaut de paiement des États-Unis. La Chambre des représentants se prononcera sur la dernière proposition des républicains, un texte qui illustre la vision des républicains d'un rôle minimal de l'État fédéral. La proposition devrait être rejetée par le Sénat à majorité démocrate. Selon un sondage CBS News publié hier, 71% des Américains désapprouvent la façon dont les républicains du Congrès mènent les négociations. — AFP

JAPON

Bœuf contaminé

La hantise du bœuf contaminé par la catastrophe nucléaire de Fukushima se répand au Japon après la découverte hier que plus de 400 bœufs de 7 fermes de la région sinistrée avaient traversé le pays après avoir mangé du foin contaminé. Jusqu'à présent, les autorités japonaises savaient que de la viande provenant de 132 têtes de bétail ayant mangé du foin contaminé présentant de hauts niveaux de césium avait été transportée dans plusieurs régions du pays, selon les médias locaux. Sur 47 préfectures au Japon, 36 ont reçu de la viande issue d'animaux infectés. — AFP

Nouvelle révélation dans l'affaire DSK en France

Après la fille, la mère

ANABELLE NICOU

Nouveau rebondissement, hier, dans l'affaire Tristane Banon contre DSK. Selon le site internet de l'hebdomadaire français *L'Express*, Anne Mansouret, mère de la jeune femme, a révélé aux enquêteurs qu'elle-même avait eu une relation « consentie mais clairement brutale » avec Dominique Strauss-Kahn au début des années 2000.

Pourquoi Tristane Banon a-t-elle attendu huit ans pour porter plainte contre DSK ? « La réponse est peut-être à chercher du côté de sa mère, Anne Mansouret », dit l'article de *L'Express*. En 2003, Anne Mansouret avait dissuadé sa fille de porter plainte contre Dominique Strauss-Kahn. L'ex-femme d'affaires reconvenue dans la politique (elle est élue sous la bannière socialiste) a été entendue mercredi dernier dans le cadre de l'enquête ouverte après que sa fille eut porté plainte pour tentative de viol, au début du mois.

Au cours d'une audience de six heures, Anne Mansouret, vice-présidente du conseil général de l'Eure, a confirmé le récit de sa fille, tout en faisant une révélation qui a étonné la presse française : elle a eu une relation sexuelle avec DSK dans le bureau qu'il occupait à l'OCDE, à Paris, où il avait été nommé en 2000. « Un acte qu'elle n'a jamais voulu renouveler », selon *L'Express*, qui précise aussi que sa fille ignorait cette relation.

Anne Mansouret, 65 ans, a souhaité porter cette information à la connaissance des enquêteurs afin d'étayer les propos de Tristane Banon. DSK n'est pas le séducteur que décrivent volontiers ses



PHOTO SETH WENIG, ASSOCIATED PRESS
Dominique Strauss-Kahn a été libéré en attendant la fin de son procès à New York, mais les allégations contre lui prennent de l'ampleur en France.

amis et la presse hexagonale, mais plutôt un prédateur capable de se comporter, selon les propos cités par *L'Express*, avec

aurait été victime en février 2003.

Appelée par sa fille immédiatement après l'agression,

Anne Mansouret a déclaré avoir eu une relation sexuelle avec DSK dans le bureau qu'il occupait à l'OCDE, à Paris, où il avait été nommé en 2000.

« l'obscénité d'un soudard ». Elle a par ailleurs confirmé la version que Tristane Banon a donnée de la chronologie des faits après l'agression dont elle

Anne Mansouret s'est tournée vers son amie Brigitte Guillemette, ex-femme de DSK et marraine de Tristane, qui à son tour a appelé DSK.



PHOTO THIBAUT CAMUS, ASSOCIATED PRESS

Anne Mansouret, mère de Tristane Banon, affirme avoir eu une relation sexuelle consentie avec Dominique Strauss-Kahn, au début des années 2000. C'était avant la présumée agression de DSK contre sa fille.

Selon le site de l'hebdomadaire, celui-ci lui aurait dit : « Je ne sais pas ce qui m'a pris. J'ai couché avec la mère, j'ai péti un câble quand j'ai vu la fille. »

Après avoir demandé conseil à un magistrat et avoir discuté de la situation avec une autre élue socialiste et François Hollande, premier secrétaire du parti, Anne Mansouret a finalement déconseillé à sa fille de porter plainte. Quelques mois plus tard, elle a rencontré DSK qui, selon elle, a dit qu'il était désolé et ne pensait pas faire de mal à Tristane Banon.

Brigitte Guillemette a elle aussi rencontré les enquêteurs la semaine dernière, mais pour démentir les propos de la jeune femme. « Tous les éléments cités par Anne Mansouret qui pouvaient accréditer la véracité de la tentative de viol ont été démentis par l'intéressée », selon un enquêteur cité par l'hebdomadaire *Le Point*. François Hollande devra lui aussi être entendu par les policiers dans le cadre de l'enquête, selon l'AFP. Tristane Banon et Anne Mansouret ont toutes deux affirmé que François Hollande avait été informé des accusations de la jeune femme contre Dominique Strauss-Kahn.

Le candidat à l'élection socialiste a au contraire affirmé au début du mois de juillet qu'il « n'avait pas connaissance dans le détail » des faits allégués par Tristane Banon.

— Avec l'AFP, *L'Express* et *Le Point*

Chicane de famille pour les archives de Robert Kennedy

VINCENT BROUSSEAU-POULIOT

Depuis quatre décennies, Robert F. Kennedy repose en paix aux côtés de JFK au cimetière militaire d'Arlington. Mais en raison d'une chicane de famille, ses archives personnelles pourraient ne pas rejoindre celles de son célèbre frère à la Bibliothèque présidentielle de John F. Kennedy, à Boston.

La bibliothèque de JFK est prête à nommer une nouvelle aile de 30 000 pieds carrés en l'honneur de Robert Kennedy, mais la famille de RFK hésite maintenant à lui donner ses archives personnelles. Un accord avait été conclu en mars, ce qui a permis à des archivistes de fouiller les documents, mais les papiers officiels n'ont jamais été signés. Et les enfants de Robert Kennedy,

mécontents de la place réservée à leur père à la bibliothèque présidentielle de leur oncle, parlent maintenant d'aller voir ailleurs.

« Ils ont offert de mettre son nom dans un couloir. Notre désir ultime est de voir les archives à la bibliothèque présidentielle, mais ce n'est pas automatique », a dit son fils aîné Joseph P. Kennedy II au *New York Times*. Ce dernier n'a pas discuté avec d'autres organismes souhaitant recevoir les mémoires de son père. « Ce sera ma responsabilité de le faire dans un avenir rapproché », dit-il.

En 2004, la veuve de Robert Kennedy a voulu donner les archives de son mari à l'Université George Washington, qui s'est tournée vers le sénateur Edward Kennedy pour financer le projet. Ce dernier a refusé sous prétexte que les



PHOTO MICHEL GRAVEL, ARCHIVES LA PRESSE
Robert Kennedy durant sa visite à Expo 67, à Montréal. Le clan Kennedy se déchire au sujet des archives de l'ex-sénateur, frère de John F. Kennedy.

archives personnelles de Robert Kennedy devaient être exposées à la bibliothèque de JFK. Plus proche conseiller politique de JFK, Robert Kennedy est devenu ministre de la Justice après l'élection présidentielle de son frère en 1960 — une nomi-

nation controversée puisqu'il n'avait que 35 ans. « Je voulais lui donner un peu d'expérience avant qu'il ne pratique le droit », blaguait JFK.

Comme ministre de la Justice, Robert Kennedy a lutté contre la mafia et appuyé les droits civils

des Noirs. Après la mort de son frère, Robert Kennedy est devenu sénateur de New York. Il était le candidat favori du Parti démocrate à la présidence en 1968 quand il a été assassiné après un discours électoral en Californie.

ÉCOUTES ÉLECTRONIQUES

Le scandale frappe David Cameron

Pendant que le premier ministre britannique David Cameron rentrait précipitamment d'Afrique du Sud, hier, pour répondre demain aux questions du comité d'enquête de la Chambre des communes, le corps d'un ex-reporter de *News of the world*, Sean Hoare, a été retrouvé sans vie. Un rebondissement dramatique dans un scandale qui n'en finit plus de secouer la politique britannique, alors que s'amène aujourd'hui au comité d'enquête le grand patron de l'empire médiatique au centre de la tourmente, Rupert Murdoch.

TRISTAN DE BOURBON
COLLABORATION SPÉCIALE
LONDRES

Les vagues du scandale des écoutes illégales menées par les journalistes de *News of the World* ont frappé de plein fouet l'activité du premier ministre britannique. David Cameron a dû raccourcir son voyage en Afrique et il a repoussé d'une journée le début des vacances des parlementaires afin de pouvoir s'exprimer devant eux demain. Il répondra ainsi aux auditions aujourd'hui du magnat de la presse Rupert Murdoch et de son fils James par le comité d'enquête de la Chambre des communes. Preuve de l'embarras du chef du gouvernement, son porte-parole avait tout d'abord précisé que les parlementaires ne pourraient pas le questionner, avant d'accepter un débat à la suite de la montée de vives critiques dans les rangs de l'opposition.

La démission des deux plus hauts responsables de la police nationale, celle de Paul Stephenson ce week-end et celle de son adjoint John Yates hier, a pénalisé encore un peu plus le chef du gouvernement. Comme l'a résumé le leader travailliste Ed Miliband, « il est très inquiétant que le responsable de la police nationale n'ait pas pu discuter avec le premier ministre de questions

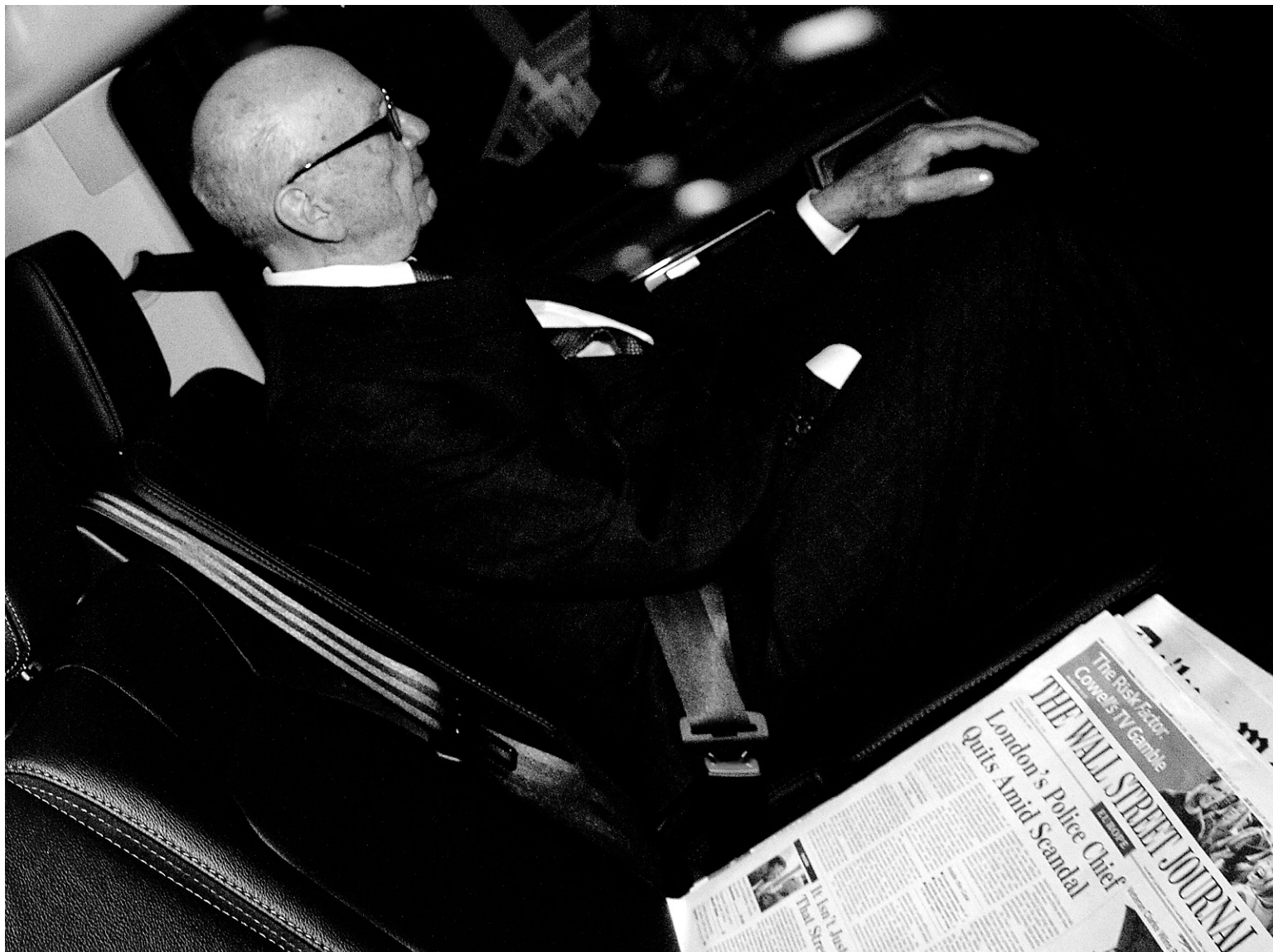


PHOTO LEON NEAL, AGENCE FRANCE-PRESSE

Rupert Murdoch, que l'on voit ici dans sa voiture à Londres, doit comparaître aujourd'hui avec son fils, James, devant un comité des Communes.

vitales, car il sentait que David Cameron était lui-même compromis sur cette question à cause d'Andrew Coulson». Celui-ci, démissionnaire de la direction de la rédaction de *News of the World* en 2007, avait été nommé dans la foulée conseiller en communication du Parti conservateur et de son leader, David Cameron.

Le premier ministre ne peut plus s'en cacher: le scandale des écoutes illégales du groupe News International est

la fermeture de l'hebdomadaire, la semaine dernière. Aujourd'hui, les photos et témoignages de ses dîners, de ses rencontres et même de ses escapades à cheval avec l'ancienne directrice du groupe de médias britanniques Rebekah Brooks, incarcérée dimanche, et de James Murdoch, président du groupe, mettent en cause son indépendance.

Cette relation n'est pourtant pas nouvelle. Conscient de l'influence au Royaume-

de la politique nationale. Après une série de rencontres et de dîners entre les deux hommes, au contenu gardé secret, *The Sun* annonce à l'automne 2009 soutenir le Parti conservateur pour la première fois depuis 1997. Avec le résultat que l'on sait.

Son choix de nommer à ses côtés Andrew Coulson, homme suspecté de malversations et sur lequel planait la possibilité d'une enquête judiciaire, remet également en question le jugement du premier ministre. Même s'il a répété au Parlement que « la décision de l'embaucher était [sienne] et seulement la [sienne] » et qu'il en acceptait toute la responsabilité, les Britanniques ne l'ont pas vraiment absout et l'arrestation d'Andrew Coulson a fini de semer le doute. Sa légitimité, gagnée au fil des mois avec une politique sociale et économique extrême mais qui satisfait une partie de son électoral, semble désormais émiétée. Avec elle, sa capacité d'action future se retrouve placée entre guillemets.

JOURNALISTE RETROUVÉ SANS VIE

Un des dénonciateurs dans le scandale de l'affaire des écoutes téléphoniques mettant en cause le groupe Murdoch, l'ancien reporter de *News of the World* Sean Hoare, a été retrouvé mort à son domicile hier, mais la police a annoncé que les circonstances de sa mort n'avaient jusqu'ici aucun caractère suspect. M. Hoare avait déclaré dans des entrevues accordées l'an dernier au *New York Times* et à la BBC que l'ancien rédacteur en chef du tabloïd Andy Coulson, devenu par la suite directeur des communications du premier ministre britannique David Cameron, était au courant de la pratique des écoutes téléphoniques par son journal. La police du Hertfordshire a annoncé dans un communiqué que Sean Hoare a été trouvé mort hier matin à son domicile de Watford, dans le nord de Londres. Selon le *Guardian*, Sean Hoare souffrait depuis longtemps de problèmes d'alcoolisme et de dépendance à la drogue. — AFP

Le premier ministre ne peut plus s'en cacher: le scandale des écoutes illégales du groupe News International fait vaciller son navire.

en train de faire vaciller son navire. L'an dernier, sa proximité avec la famille Murdoch a sans doute facilité son élection grâce au soutien sans faille que la famille lui a accordé à travers ses journaux, dont les ventes quotidiennes dépassaient les 3 millions jusqu'à

Uni des médias du groupe News International, David Cameron, qui n'était alors que leader de l'opposition et à propos de qui Rupert Murdoch avait dit en 2006 ne pas penser « grand-chose », se rapproche de celui qui est perçu comme le grand mani-

Derniers adieux d'Atlantis à la Station spatiale

AGENCE FRANCE-PRESSE

WASHINGTON — Les quatre astronautes d'*Atlantis* ont fait leurs adieux hier à leurs six collègues de la Station spatiale internationale (SSI), mettant fin à l'ultime visite d'une navette américaine à l'avant-poste orbital dont elle doit se désamarrer tôt aujourd'hui pour revenir sur Terre.

Le sas séparant *Atlantis* de la SSI a été verrouillé avec plus d'une heure de retard sur l'horaire prévu, bouclant ainsi une visite de près de huit jours à la Station, la 37^e de l'histoire.

Peu avant, l'équipage d'*Atlantis*, trois hommes et une femme, avait dit au revoir à

ses six collègues de la SSI lors d'une cérémonie, échangeant des poignées de mains et de chaleureuses accolades.

« Nous refermons ce sas et aussi un chapitre de l'histoire de notre nation », a dit Ronald Garan, l'un des deux astronautes américains, membre de l'équipage permanent actuel de la SSI, selon les images retransmises par la télévision de la NASA.

« À l'avenir, lorsqu'un autre vaisseau spatial [américain] s'amarrera à cet endroit de la Station avec un nouvel équipage et que ce sas sera ouvert, nous entamerons une nouvelle ère et nous lèverons les couleurs américaines pour cet événement », a-t-il ajouté.

« Quand ce drapeau sera un jour ramené sur Terre par des astronautes venus à bord d'un vaisseau américain, ce ne sera pas la fin de son voyage, car il est destiné à quitter l'orbite basse de la Terre, peut-être vers une destination lunaire ou Mars », a dit de son côté Chris Ferguson, commandant de bord d'*Atlantis*.

L'équipage d'*Atlantis* a apporté ce drapeau américain qui se trouvait à bord du premier vol dans l'espace d'une navette, celui de *Columbia*, le 12 avril 1981.

Ce drapeau a été attaché à la porte du sas de la Station où est amarrée *Atlantis* et y restera jusqu'à la prochaine visite d'un vaisseau américain, pro-

bablement construit par le secteur privé en partenariat avec la NASA. Mais il ne sera probablement pas prêt à voler avant 2015 au plus tôt.

La dernière mission d'*Atlantis* a surtout été consacrée à approvisionner la SSI pour que la Station et son équipage permanent puissent fonctionner un an, combiné avec des livraisons devant être réalisées par un vaisseau cargo automatique russe *Progress*.

Atlantis a livré dans le module pressurisé *Raffaello*, attaché dans sa soute, 4,2 tonnes de marchandises et de pièces de rechange, dont 1,2 tonne de denrées alimentaires. Une fois *Raffaello* vide, les astronautes d'*Atlantis* et de la SSI l'ont rempli avec

2,57 tonnes de déchets qui se trouvaient dans la Station pour les ramener sur Terre. Une seule sortie a été faite durant cette ultime mission d'une navette à la SSI.

Le retour d'*Atlantis*, jeudi, mettra fin à l'ère de la navette spatiale américaine qui a duré trois décennies, le plus long programme de la NASA. Les États-Unis se retrouveront pour la deuxième fois sans un vaisseau spatial pour transporter leurs astronautes sur orbite et dépendront des capsules russes *Soyouz* qui, au prix d'au moins 51 millions de dollars le siège, achemineront leurs équipages à la SSI le temps qu'un successeur à la navette puisse prendre la relève.

Concours

INSTANT MAGIQUE DE MES VACANCES

Amateurs de photos, faites-nous parvenir l'instant magique de vos vacances et courez la chance de gagner un des douze appareils photo Nikon D7000 avec objectif 18-105mm VR d'une valeur de 1 000\$ chacun.



250\$ en impression HD
Lozeau

Saisissez en image votre instant magique et envoyez votre photo avant le 10 septembre 2011 à l'adresse suivante : cyberpresse.ca/instantmagique2011

Les douze photographies gagnantes seront utilisées pour le calendrier corporatif de La Presse 2012 et seront publiées dans La Presse et sur cyberpresse.ca.

Tous les détails du concours sur cyberpresse.ca/instantmagique2011

Nikon Lozeau LA PRESSE Cyberpresse.ca

MONDE



PHOTO MARCO LONGARILIBYAN, AGENCE FRANCE-PRESSE

Dans le village de Yefren, à l'ouest de la Libye, les enfants ont des cours de langue berbère plusieurs fois par semaine. Parler ou écrire en public, lire ou imprimer en langue berbère : tout cela était interdit par Kadhafi.

Libye Les Berbères se réapproprient leur culture

« Nous avons le droit de marcher la tête haute »

Libérée du joug de Kadhafi, une langue cachée renaît aujourd'hui dans l'ouest de la Libye alors que les Berbères renouent furieusement avec leur culture. « Je ne peux plus m'arrêter d'écrire ! J'ai l'impression de renaître », confie à la correspondante d'AFP un artiste de Yefren.

DEBORAH PASMANTIER
AGENCE FRANCE-PRESSE

YEFREN — « Azoul [bonjour]. Je vais vous apprendre la langue de vos grands-parents. » C'est avec ces mots que Sara Aboud a donné son premier cours de berbère aux enfants de Yefren. Des mots qui envoyaient les gens en prison au temps où Mouammar Kadhafi régnait dans les montagnes de l'Ouest libyen et qui aujourd'hui veulent dire liberté.

Depuis que les villages berbères du Djebel Nefoussa se sont libérés du joug de Mouammar Kadhafi, leur culture explose : radio, journaux, associations, musées, chansons, cours de langue amazighe.

Partout sur les murs, ces dessins géométriques colorés et ce signe symbolisant les Amazighs, comme s'appellent les Berbères dans la région : deux demi-cercles reliés par un trait pour illustrer la connexion de l'âme avec le ciel et la terre.

À Jado ou à Yefren, les enfants ont classe d'amazigh plusieurs fois par semaine. « Aujourd'hui, le plus important, c'est qu'ils apprennent la langue » pour la perpétuer, poursuit Sara Aboud qui assure les cours.

Salah Kafu, 14 ans, est assidu depuis le premier jour. « Pour moi, cela signifie construire l'avenir. Nous allons apprendre notre langue et nos enfants apprendront à leur tour. »

Tout le monde s'y met. Des adultes reprennent leur cahier d'écolier. Dans un ancien bâtiment des services secrets reconverti en musée, un peintre de Yefren multiplie les inscriptions amazighes sur des fresques où Mouammar Kadhafi est représenté comme un rat ou un vampire.

« Je ne peux plus m'arrêter d'écrire ! J'ai l'impression de renaître », lance l'artiste de 47 ans sous couvert d'anonymat.

Mazigh Buzukhar, qui a payé le prix de son militantisme berbère en passant trois mois en prison avant d'être libéré par la rébellion, s'attelle à transcrire les contes transmis oralement, allant enregistrer des histoires de princes et de princesses empreintes de sagesse auprès des personnes âgées gardiennes de la tradition.

« Il est important de collecter les contes et légendes amazighs. Durant 1400 ans, notre littérature a été orale. Nous avons besoin de la préserver pour les générations futures », dit le jeune homme de 29 ans.

À Yefren, tous les documents sont écrits en arabe et en berbère et le vœu est que l'amazigh soit reconnu comme langue officielle dans la Libye sans Kadhafi.

« Il est important de collecter les contes et légendes berbères. Durant 1400 ans, notre littérature a été orale. Nous avons besoin de la préserver pour les générations futures. » — Mazigh Buzukhar

« Avant, nous étions considérés comme des citoyens de seconde zone. Nous sommes à l'origine de ce pays, nous avons maintenant le droit de marcher la tête haute », s'enflamme Taghrid Aboud, jeune femme au foyer de 22 ans.

Parler ou écrire en public, lire ou imprimer en langue amazighe : tout cela était tout simplement interdit par le leader libyen toujours resté soupçonneux à l'égard de ce peuple présent dans le pays avant la conquête arabe du VII^e siècle et connu pour sa résistance militaire à l'occupation italienne au début du XX^e siècle.

Au fil des années, leur langue parlée en cachette pour ne pas aller en prison, leur alphabet jamais appris car à quoi bon, leur culture enfouie car jamais imprimée se sont perdus. « Beaucoup de gens ne connaissent pas leur propre histoire », explique Sara Aboud, historienne de 27 ans.

Alors dans ces villages, on ne perd pas une minute pour faire revivre cette identité.

Dans cette révolte, Arabes et Berbères se sont libérés ensemble, côte à côte dans les montagnes, loin des divisions que le leader libyen s'est ingénié à créer pendant 42 ans.

« Les sangs arabe et amazigh se sont mêlés sur les champs de bataille contre ce tyran. Nous avons le même combat, nous sommes frères. Ce sont des choses qui vont nous lier pendant les 50 prochaines années », dit Salim Ahmed, présentateur à la radio de Jado qui diffuse des programmes dans les deux langues.

Pourtant, des années de propagande ne s'effacent pas d'un coup. Une certaine rivalité existe entre villages arabes et berbères. On parle de racisme. Des habitants de la ville arabe de Zenten reprochent aux Berbères de ne pas aller assez en première ligne.

« Ce sont des gens bien, dit Ibrahim Al-Zentani, ingénieur de 30 ans. « Mais ils aiment se mettre en avant. Ce ne sont pas de bons combattants. Ils ne donnent pas assez de sang pour la révolution ».

EN BREF

Washington demande à Kadhafi de céder le pouvoir

Des émissaires américains ont rencontré samedi, en Tunisie, des représentants du régime de Mouammar Kadhafi et ont exhorté le dirigeant libyen à céder le pouvoir, a déclaré hier une responsable américaine. Cette rencontre à caractère exceptionnel a eu lieu après que les États-Unis, ainsi que d'autres pays occidentaux, ont reconnu vendredi le Conseil national de transition libyen en tant qu'autorité légitime en Libye. Cette décision doit simplifier notamment, sur le plan juridique, le recours aux 30 milliards de dollars du régime de Mouammar Kadhafi gelés aux États-Unis afin d'aider les rebelles.

— Agence France-Presse



SOINS ANTI-ÂGES MICRODERMABRASION ET/OU EXFOLIATION (PEELING)

ÉCONOMISEZ

50%

405\$

VALEUR DE 810\$



COMMENT LERENARD.CA PEUT VOUS FAIRE ÉCONOMISER JUSQU'À 75%

1. **VISITEZ** www.lerenard.ca
2. **DÉCOUVREZ** nos offres sur des produits et services de qualité
3. **ACHETEZ** sans soucis et en toute sécurité
4. **PARTAGEZ** avec vos amis et économisez encore plus
5. **ÉCHANGEZ** votre coupon chez le commerçant

LE RENARD.CA
LE SITE DES ACHATS FUTÉS

une exclusivité **cyberpresse.ca**

OBTENEZ CETTE OFFRE DÈS MAINTENANT SUR WWW.LERENARD.CA

Cet espace est un outil graphique qui nous permet de contrôler la qualité d'impression de La Presse.

Nos standards de qualité élevés ont permis à La Presse d'entrer dans le prestigieux club des 50 quotidiens les mieux imprimés au monde (Newspapers Color Quality Club).



Merci de votre confiance
LA PRESSE

LA PRESSE

André Desmarais > Président du conseil d'administration
 Guy Crevier > Président et éditeur
 Éric Trottier > Vice-président à l'information et éditeur adjoint
 Mario Girard > Directeur de l'information
 André Pratle > Éditorialiste en chef

FORUM

ÉDITORIAUX

Les sauvages



ANDRÉ PRATTE
 apratte@lapresse.ca

Perdre son emploi est toujours une expérience traumatisante. Au choc s'ajoute la colère quand l'entreprise ferme ses portes brusquement, sans satisfaire aux obligations qu'elle a envers ses employés. Choc et colère: telles sont les émotions ressenties depuis vendredi par le millier d'employés canadiens d'IQT Solutions. Il n'y a qu'un mot pour qualifier le comportement de cette entreprise établie à New York: sauvage.

Si nos lois se révèlent impuissantes contre des voyous comme IQT, c'est qu'elles doivent être renforcées.

Les employés d'IQT Solutions, trois centres d'appels (Laval, Trois-Rivières, Oshawa) dont Bell Canada était le seul client, ont appris en se présentant au travail vendredi matin qu'ils perdaient leur emploi. Les cadres aussi sont tombés des nues. IQT n'a pas respecté les délais prévus par la Loi sur les normes du travail. Elle n'a pas payé aux employés le salaire des dernières semaines, ni les congés et vacances accumulés. IQT a fermé son site internet et refusé de parler à qui que ce soit.

Comparons ce comportement à celui de l'entreprise française Technicolor, qui a annoncé hier la fermeture de son usine de Mirabel. La

société s'est engagée à remplir toutes ses obligations envers ses employés, notamment de leur payer les 12 semaines de préavis prévues par la loi et les indemnités de cessation d'emploi inscrites dans la convention collective (jusqu'à 26 semaines de salaire).

Revenons à IQT. Il y a un mois, l'entreprise a conclu avec la Ville de Nashville, au Tennessee, une entente pour l'installation d'un centre d'appels employant 900 personnes. Nashville a offert à l'entreprise une subvention de 1,5 million de dollars. Rien n'indiquait à ce moment-là qu'il s'agissait d'un transfert vers le sud des activités canadiennes d'IQT. Le maire de Nashville, Karl Dean, s'est dit « inquiet et surpris » par ce qui vient de se passer au Canada. M. Dean a raison de s'inquiéter: une entreprise qui se comporte comme IQT vient de le faire ne devrait être bienvenue nulle part.

Bonne nouvelle pour les travailleurs: Bell – elle-même prise au dépourvu par la fermeture d'IQT – s'est dite intéressée à embaucher bon nombre d'entre eux pour combler ses besoins croissants dans le domaine du service à la clientèle. De plus, ils auront droit à une compensation, pouvant aller jusqu'à 3400\$, provenant du programme fédéral de protection des salariés. Enfin, la Commission des normes du travail étudie la possibilité de poursuivre l'employeur pour le forcer à verser aux travailleurs les sommes qu'il leur doit.

Les gouvernements du Canada et du Québec doivent faire l'impossible pour qu'IQT et ses dirigeants paient le prix du mépris qu'ils ont manifesté à l'égard des lois et des personnes. Si nos lois se révèlent impuissantes contre des voyous comme IQT, c'est qu'elles doivent être considérablement renforcées.

Les nouveaux clichés



MARIO ROY
 mroy@lapresse.ca

Pour courtiser l'électorat, il est désormais obligatoire pour un candidat, peu importe son credo idéologique ou ses attaches partisans, de promettre du « changement » ainsi qu'une « façon différente de faire de la politique ». Ces propositions sont-elles crédibles? Ou seraient-elles plutôt devenues les clichés les plus vides à avoir envahi le champ du discours politique depuis la Grèce antique?

En politique, parler de « changement » répond à des règles immuables.

C'est probablement le cas. Le mot « changement » ne possède en lui-même aucun contenu. Et il ne peut y avoir de façon de faire de la politique substantiellement différente de celle dont elle s'est toujours faite.

■ ■ ■

Parlons ainsi des lectures sur le « thème du changement » auxquelles le député péquiste Bernard Drainville dit s'adonner cet été; elles seront certainement utiles à Pauline Marois, qui a promis: « Les Québécois veulent du changement et on va leur en donner ». Souvenons-nous du « vent de changement » récemment soufflé par Jack Layton au visage de Stephen Harper, lui-même porté au pouvoir en 2006

par un « grand pays (qui) vient de voter pour le changement ».

Ailleurs, c'est pareil.

En France, le « changement est proche », selon la socialiste Martine Aubry, surtout que Nicolas Sarkozy entend lui aussi « porter le changement ». Et aux États-Unis, le « changement auquel on peut croire » a permis à Barack Obama de vaincre John McCain, lui-même un « agent de changement » autoproclamé!

Changer, donc. Mais pour aller vers quoi, on ne le dit jamais. Et, sur ce point, les politiciens ont raison.

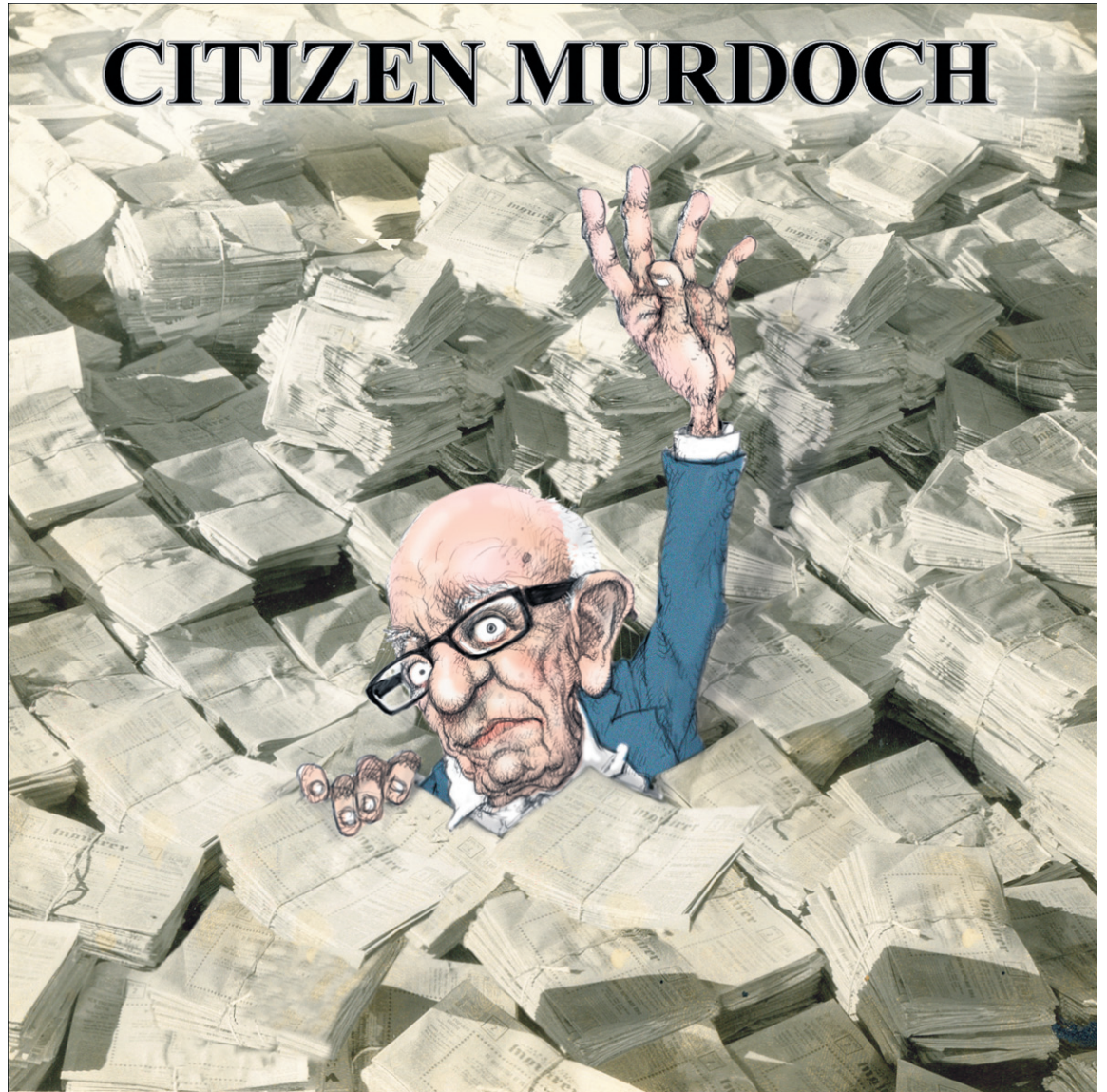
Ils savent que, même s'il hurle le contraire en déchirant sa chemise, le citoyen moyen n'est pas du tout friand de changement et ne l'acceptera qu'à la condition qu'il lui convienne. Par exemple, ça change beaucoup ces temps-ci dans la Grèce moderne, mais peu de Grecs rigolent derrière les barricades qu'ils dressent dans les rues...

En somme, une « façon différente de faire de la politique » serait de bannir le mot « changement »!

Mais ça n'arrivera pas.

La politique vient avec un manuel d'instruction qui a peu évolué et impose de strictes façons de faire, souvent en PPP – la Petite Politique Politicienne. La partisanerie parfois bête. La nécessité de dire ce que les gens veulent entendre et de taire ce qui les hérisserait. Celle de s'incliner devant les modes et les rectitudes les plus absurdes. Celle – médias obligent – d'en dire le moins possible, en *soundbites* de 15 secondes si possible. Pour un politicien, déchirer ce manuel équivaldrait à se suicider.

C'est pourquoi, ô ironie, parler de « changement » est devenu une façon comme une autre de se conformer aux règles immuables de la politique.



DROITS RÉSERVÉS / serge.chapleau@lapresse.ca

CYBERPRESSE.CA/PLACE-PUBLIQUE

LE BLOGUE DE L'ÉDITO

Procréation subventionnée
 PAR ARIANE KROL

PHOTO FRANÇOIS ROY, ARCHIVES LA PRESSE

QUESTION DU JOUR
Le nouveau règlement sur la qualité de l'air ne s'applique pas à l'industrie du gaz de schiste. Êtes-vous d'accord?

- OUI > 8%
- NON > 87%
- JE NE SAIS PAS > 5%

Résultats à 19h: 10 287 répondants

EXCLUSIF > RANGEZ VOTRE VÉLO

OPINION

Tous coupables

Automobilistes, cyclistes et piétons devraient être respectueux et comprendre la réalité des autres

JULIE VILLENEUVE

L'auteure est une Montréalaise qui circule autant à pied, en vélo qu'en auto.

Avec l'arrivée de l'été viennent toujours les complaints des uns et des autres sur l'attitude des automobilistes, des piétons, des cyclistes ou, comme on pouvait le lire hier dans ces pages, des chauffeurs de la STM (« Chauffeurs anticyclistes », *La Presse* du 18 juillet).

Étant à la fois piétonne, cycliste et automobiliste, je suis à même de constater, dans mon quotidien, que nous sommes tous en partie responsables et contribuons aux problèmes de mobilité commune.

Quand je me promène à vélo, je suis victime de l'attitude des automobilistes qui nous bloquent le chemin, nous coupent la route ou passent à quelques centimètres de nous. Ces comportements sont extrêmement dangereux et j'ai peine à comprendre pourquoi ils sont encore si nombreux. La majorité des automobilistes conduisent de façon responsable, mais il en reste encore quelques-uns qui n'admettent pas devoir partager la route avec leurs collègues cyclistes qui, rappelons-le, sont plus inoffensifs qu'eux.

Mais, disons-le, je vois aussi des cyclistes se promener à vélo avec, à la main, un téléphone cellulaire! Je constate tous les jours l'anarchie du mélange des genres – vélos de route, de ville, BIXI et maintenant des scooters – sur les pistes cyclables et sur la route! Je suis parfois moi-même impatiente devant le couple qui conduit côte à côte sur la piste cyclable ou le vélo de route qui me frôle en passant!



PHOTO ANDRÉ PICHETTE, ARCHIVES LA PRESSE

Avec un peu d'effort, on pourrait tous s'acquitter de notre mobilité quotidienne en faisant preuve d'un peu plus de respect et de courtoisie.

Comme automobiliste, je suis aussi victime de certains cyclistes. Vous savez, ceux qui n'hésitent pas à pédaler en plein milieu de la chaussée et qui se croient tout permis parce que, eux, ne polluent pas? On ne sait jamais vraiment dans quelle direction ils iront,

Devrions-nous tous suivre des cours de civisme?

s'ils vont tourner subitement à droite et nous couper. C'est aussi un comportement très dangereux et très stressant pour les automobilistes.

Comme piétonne, j'aimerais qu'on respecte mon droit à la priorité lorsque la lumière est verte. Trop souvent, je dois m'imposer, avancer un peu pour qu'on comprenne que le piéton a priorité sur les autres modes de transport. À l'inverse, je dois dire que, lorsque je conduis dans la Sainte-Catherine, j'apprécie, vers la

fin du feu, que de gentils piétons me permettent de tourner, bien conscients que j'attends depuis deux lumières...

Et les chauffeurs d'autobus, que dire des chauffeurs d'autobus? Que, si la majorité d'entre eux ont bien compris qu'ils devaient partager la route avec les piétons, un nombre encore trop élevé croit que les cyclistes n'y ont pas leur place? Mais si je m'assois quelques secondes psychologiquement à leur siège, je peux deviner ce à quoi ils font face tous les jours. Un mélange des genres et des modes qui, bien souvent, ressemble à une anarchie.

Devrions-nous tous suivre des cours de civisme? Témoin de ces comportements, j'en arrive à une même conclusion: aucun mode de transport n'est épargné, nous sommes tous coupables! Mais je conclus également qu'avec un peu d'effort, on pourrait tous s'acquitter de notre mobilité quotidienne en faisant preuve d'un peu plus de respect, de courtoisie et de compréhension de la réalité des autres.

Rabais à l'achat comptant sans précédent

AUTORISÉS PAR LE FABRICANT

SUR CERTAINS MODÈLES 2011

COROLLA CE 2011 MANUELLE
16 840 \$*
-2 000 \$†
 (rabais à l'achat)
= 14 840 \$



Modèle XRS illustré



Modèle 4RM Sport illustré

RAV4 4RM 2011
28 890 \$*
-2 000 \$†
 (rabais à l'achat comptant)
= 26 890 \$

CAMRY LE 2011 AUTOMATIQUE
26 900 \$*
-4 500 \$†
 (rabais à l'achat comptant)
= 22 400 \$



Modèle XLE illustré



Modèle XRS illustré

MATRIX 2011 MANUELLE
 TRACTION AVANT
18 105 \$*
-1 500 \$†
 (rabais à l'achat comptant)
= 16 605 \$



VENZA 2RM 2011
30 970 \$*
-3 750 \$†
 (rabais à l'achat comptant)
= 27 220 \$

TUNDRA 4X4 DOUBLE CAB
 SR5 4,6 L 2011
37 780 \$*
-5 000 \$†
 (rabais à l'achat comptant)
= 32 780 \$



Modèle CrewMax SR5 5,7 L illustré



Modèle V6 Double Cab avec groupe TRD illustré

TACOMA 4X4
 À CABINE ACCÈS 2011
27 655 \$*
-1 500 \$†
 (rabais à l'achat comptant)
= 26 155 \$



0%

DE FINANCEMENT
 À L'ACHAT JUSQU'À
 72 MOIS* SUR CERTAINS
 MODÈLES 2011

Profitez également de nos autres offres avantageuses autorisées par le fabricant sur tous nos modèles 2011.

GRANDE SÉLECTION
GRANDES ÉCONOMIES
 ÉCONOMIES AUTORISÉES PAR LE FABRICANT



toyotaquebec.ca **Pensez plus, dépensez moins**^{MD} Programme de financement à l'achat de Toyota Canada inc. conditionnel à l'approbation du crédit par Toyota Services Financiers. L'immatriculation, les assurances, les taxes et les droits sont en sus. Sous réserve des conditions applicables, les offres s'adressent aux particuliers qui achètent un véhicule entre le 4 juillet et le 2 août 2011 chez un concessionnaire participant de la grande région de Montréal où vous pouvez obtenir tous les détails. Le concessionnaire peut vendre à prix moindre. * Les prix suggérés du fabricant avant rabais des modèles Corolla CE 2011 manuelle (BUK2EM AA), Matrix 2011 manuelle à traction avant (KJUEEM AA), Camry LE 2011 automatique (BF3CLT AA), Tacoma 4x4 à cabine accès 2011 (UX4ENM AA), RAV4 4RM 2011 (BFDVVP AA), Venza 2RM 2011 (Z43B8T AA) et Tundra 4x4 Double Cab SR5 4,6 L 2011 (UM5F1T AA) de base neufs en stock sont de 16 840 \$ / 18 105 \$ / 26 900 \$ / 27 655 \$ / 28 890 \$ / 30 970 \$ / 37 780 \$. montants qui incluent des frais de transport et de préparation de 1 390 \$ / 1 490 \$ / 1 560 \$ / 1 560 \$ / 1 560 \$ et la taxe sur le climatiseur de 0 \$ / 0 \$ / 100 \$ / 100 \$ / 100 \$ / 100 \$. Les prix suggérés du fabricant avant rabais des modèles Corolla XRS 2011 (BE4DEM AA), Matrix XRS 2011 (ME4EEM AA), Camry XLE 2011 (BF3EXT AA), Tacoma V6 4x4 Double Cab avec groupe TRD 2011 (LU4ENM CA), RAV4 4RM Sport 2011 (RF4DVP AA) et Tundra 4x4 CrewMax SR5 5,7 L 2011 (DV5F1T AA) illustrés neufs en stock sont de 24 725 \$ / 25 565 \$ / 32 825 \$ / 37 115 \$ / 32 200 \$ / 43 970 \$, montants qui incluent des frais de transport et de préparation de 1 390 \$ / 1 390 \$ / 1 490 \$ / 1 560 \$ / 1 560 \$ et la taxe sur le climatiseur de 100 \$. † L'offre du rabais à l'achat comptant de 1 500 \$ (Matrix 2011 à traction avant et Tacoma 4x4 2011), 2 000 \$ (RAV4 4RM 2011), 3 750 \$ (Venza 2RM 2011), 4 500 \$ (Camry 4 cylindres 2011) et 5 000 \$ (Tundra 4x4 2011) à l'exception des modèles CrewMax est valide pour ces modèles neufs en stock et pour tous les clients au détail qui achètent comptant ou qui financent leur achat avec Toyota Services Financiers (TSF) au taux effectif. Pour connaître les taux effectifs en vigueur visitez le www.toyota.ca. Les clients qui optent plutôt pour un taux d'intérêt spécial offert par Toyota Canada dans le cadre d'un programme de taux d'intérêt promotionnels n'obtiennent pas ces rabais. Les taxes s'appliquent sur le plein montant de l'achat après déduction du rabais. * L'offre du rabais à l'achat de 2 000 \$ est valide pour les modèles Corolla CE 2011 manuelle neufs en stock et pour tous les clients au détail qui achètent comptant ou qui financent leur achat avec Toyota Services Financiers (TSF) à un taux de 0 % jusqu'à 36 mois. Les taxes s'appliquent sur le plein montant de l'achat après déduction du rabais. † Offre de financement à l'achat à un taux de 0 % allant jusqu'à 36 mois sur les modèles Corolla 2011, Matrix 2011, RAV4 2011 et Venza 2011, allant jusqu'à 60 mois sur les modèles Camry 2011 et allant jusqu'à 72 mois sur les modèles Yaris 2011 neufs en stock. À titre d'exemple, un montant de 20 000 \$ financé sur 36 / 60 / 72 mois à un taux de 0 % donne des mensualités de 555,56 \$ / 333,33 \$ / 277,78 \$ pour des frais de crédit de 0 \$ et une obligation totale de 20 000 \$. ** La remise aux diplômés (jusqu'à 500 \$) peut différer selon le modèle. ^{MD} Pensez plus, dépensez moins est une marque déposée de l'Association des concessionnaires Toyota du Québec.

LES CONCESSIONNAIRES DU QUÉBEC

